

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA COLOMBIE,

Entre l'influence et l'indépendance. Le débat sur le rôle du président et sur l'académie de formation des diplomates.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I. QUELQUES THEORIES DE RELATIONS INTERNACIONALES

1.1 Théories de Relations Internationales: paradigmes et perspectives

- a. Nouvelles perspectives dans les relations internationales: jeu à double niveau
- b. Policy Perspectives on National Security and Foreign Policy Decision Making: Nouveaux paradigmes
- c. Politique bureaucratique

1.2 Un regard sur la Théorie de l'élection rationnelle

- a. La théorie de l'Acteur Rationnel (Rational Choice Theory, RCT)
- b. Théorie des jeux, simulations et négociation
- c. Modèle d'analyse rationnelle relatif à la prise de décisions
- d. Comment appliquer la théorie de la prise de décisions à la politique extérieure?

1.3 Colombie: Puissance régionale entre le constructivisme et le néolibéralisme

- a. Relations en Amérique du Sud : entre la coopération et la lutte productive
- b. Colombie constructiviste: La voie de la reconnaissance en tant que puissance régionale
- c. Critique du néolibéralisme et conquêtes de marchés en Amérique du Sud : Opportunités pour la Colombie
- d. Réflexions à partir du constructivisme
- e. Colombie : Jusqu'à un changement international

II. CE QUE LES AUTRES NOUS ONT CONTE

Introduction et généralités sur la Colombie

2.1 Missions Internationales Spécialisées depuis Kemmerer jusqu'à la CEPAL

- a. Mission Kemmerer I (1923) et II (1930)

- b. “Bases d’un Programme de développement pour la Colombie”, mission Currie-BIRF (Banque Internationale de Reconstruction et Développement)
- c. I y II Misiones de la CEPAL (1954) , (1960-1962)
- d. Mission Lebret “Économie et un Humanisme” L’étude des conditions du développement de la Colombie (1958)
- e. Mission Musgrave: Des bases pour une réforme fiscale en Colombie, (1968)

2.2 Entre le développement et l'Institucionalidad

- a. “Le développement économique en Colombie, les Problèmes et les Perspectives ”, Banque mondiale (1970)
- b. Mission de l’Organisation Internationale du Travail (OIT), (1970)
- c. Mission de finances intergouvernementales 1980 et 1981
- d. Mission Chenery, 1985
- e. Mission de dépense publique, Décrète 742 de (1985)
- f. Commission présidentielle pour la réforme de l'administration publique de l'État colombien.
- g. Mission Programme de Nations Unies pour le Développement, (1989)

2.3 Du Rural à l'Urbain et la modernisation de l'État. Un préambule du XXIe Siècle

- a. Mission d'Études du secteur Agricole (1990-1992) et Mission rurale, la Colombie, (1998)
- b. Mission Bogota, Siècle XXIe.
- c. Mission pour la décentralisation et les finances des entités territoriales. La Colombie: Décentralisation et un fédéralisme fiscal (1990)
- d. Mission d'identification dans l'Amazonie Colombienne. (1992)
- e. Mission pour la modernisation de l'université publique, (1994) et Mission de Science, d'Education et de Développement, (1994)
- f. Mission pour le développement du marché de capitaux (1995 1996)
- g. Commission de rationalisation de la dépense et des finances publiques, (1995–1997)
- h. Mission de réforme institutionnelle de Bogota, 1999 -2000

III. DES ADMINISTRATIONS DÈS 1991, la Politique Extérieure et ses présidents

- 3.1 Change d'une décennie, entre la violence du trafic de stupéfiants et de l'ouverture économique; avec une Constitution dans le milieu (**Barco** 1986-1990 et **Gaviria** 1990-1994)
- 3.2 Deux visages de la monnaie. L'image perdue et la reconstruction internationale (**Samper** 1994-1998 y **Pastrana** 1998-2002)
- 3.3 Le va-et-vient du Pendule. Entre la sécurité démocratique et les dialogues de paix (**Uribe** 2002- 2010 y **Santos** 2010-2018)
- 3.4 **Les États-Unis**, entre l'ingérence et l'autonomie
- 3.5 **Une Union Européenne**: des amis ou des clients?
- 3.6 **L'Amérique latine**, un voisinage dans une transformation continue

IV. POLÍTICA EXTERIOR Y PRESIDENCIALISMO

- 4.1 Le Pouvoir présidentiel en Colombie et ses modifications dans le temps
- 4.2 La réélection présidentielle
- 4.3 Le clientélisme politique et le présidentialisme : Le cas colombien depuis 1991
- 4.4 Des décisions présidentielles et des nominations dans le service extérieur

V QUI EST-CE QUI INFLUENT SUR LES DÉCISIONS DE POLITIQUE EXTÉRIEURE EN COLOMBIE ?

- 5.1 MINDEFENSA et la PEC
- 5.2 La commission conseille des relations internationales: un organisme de papier ou de consultation ?
- 5.3 Depuis le législatif, *la commission Ite* et ses manœuvres de suivi dans une politique extérieure

VI. BENCHMARKING AVANT LES PROPOSITIONS

- 6.1 Le Chili et son ministère de Relations Extérieures et de Commerce
- 6.2 La centralisation des sujets internationaux depuis le gouvernement
- 6.3 Le cas le plus comparable et heureux : le Brésil
 - a. Le Président et la politique extérieure
 - b. L'image le pays : Quelques commentaires comparés

DES CONCLUSIONS ET DES PROPOSITIONS

- a. Para-diplomatie, comme un système de poids et contrepoids dans les décisions de politique extérieure. Une opportunité ou un problème. Des cas du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, du Chili
- b. Qu'est-ce qui doit se changer pour que les nominations de diplomates fonctionnent mieux en Colombie ?
- c. Comment tirer le meilleur profit des TLC signés par la Colombie ? Quels ajustements doivent-ils être faits dans le pays ?
- d. L'image de la Colombie à nos mains

Des réflexions Finales et des Suggestions

BIBLIOGRAPHIE

ANEXES

Des interviews

INTRODUCTION

Le 11 août 2015, Efraim Torrado, sénateur jusqu'à l'année dernière du parti de l'actuel président de Colombie, le parti de La U, vient de recevoir un poste diplomatique de la part de celui-là : il est le nouveau consul à Chicago¹. Une nomination surprenante pour un homme connu pour son rôle dans le “*cartel de la contratación*”, organisation criminelle ayant détourné le budget de Bogotá au moyen de coopératives liées à sa famille (celles-ci ont volé plus de 55 millions d'euros au Secrétariat de l'Intégration Sociale de Bogota, ce qui équivaut à 28 % du budget du recrutement de cette institution). Le 28 janvier 2015, Claudio Galan, le cadet des frères Galan Pachon, est retourné à Paris où il avait grandi alors que sa mère Maruja Pachon de Galan avait été nommée ambassadrice à l'Unesco après l'assassinat du père du jeune Claudio, Luis Carlos Galan². Claudio est le seul qui n'a pas choisi le chemin de la politique, et pourtant, il occupe actuellement un poste dans le consulat de la capitale française. Quant à l'ex vice-ministre du tourisme Oscar Rueda, principal collaborateur du Parti de la U³, il ira représenter la Colombie en Chine. Ces trois exemples récents dévoilent la réalité de la procédure des nominations au sein du service extérieur Colombien : une série de décisions en marge des institutions, mais couvertes par la puissance présidentielle, qui choisit de manière discrétionnaire les personnes en charge des postes diplomatiques.

Avant d'être “*de carrera diplomática*”, ces dernières sont “*diplomáticos a la carrera*”⁴, ce qui prouve que la manière actuelle de recruter est incapable d'offrir les conditions d'une représentation adéquate. Les trois nominations mentionnées dans le paragraphe précédent concernent des membres du parti politique du président Santos. Or, l'utilité du système des partis politiques colombiens est supposée se limiter seulement à la logique électorale puisque la logique partisane ne peut fournir de diplomates qualifiés. À la lumière de la longue histoire de la vente des faveurs politiques et de la large possibilité pour l'exécutif de nommer des personnes conformes à ses intérêts, ne coïncidant pas toujours avec ceux des colombiens, il est possible d'étudier à présent le

¹ LA SILLA VACIA, “*Santos nombra de cónsul a un salpicado en el carrusel*” en: <http://lasillavacia.com/node/51068> (consultado el 12 de agosto de 2015). TOUTES LES TRADUCTIONS QUI APPARAISSENT ICI, C'EST NOUS QUI LES AVONS FAITES., SAUF MENTION EXCEPTIONNELLE.

² Pré-candidat du parti Nouveau Libéralisme aux élections de 1989, moment de grande violence en Colombie, il fut reconnu après sa mort comme celui qui aurait pu changer l'histoire du pays. Une reconnaissance politique, qui a permis à sa mère, à son épouse, à ses frères, et à ses fils de recevoir des faveurs politiques, jusqu'à 26 ans après son décès.

³ LAS 2 ORILLAS, “*Galán y Rueda: dos nombramientos político diplomáticos*” en: <http://www.las2orillas.co/galan-rueda-dos-nombramientos-politico-diplomaticos/> (consultado el 12 de agosto de 2015)

⁴ Expression courante qui met en évidence la manière dont se nomment les fonctionnaires diplomatiques. Ceux-ci sont dispensés tant d'études diplomatiques que de tout processus de sélection.

rôle de l'État colombien comme un acteur de niveau intermédiaire dans le système international.

« Au coin des deux océans, s'étendait 40.000 lieues carrées (un million de km²) que Colomb entrevit à peine lors de son quatrième voyage et qui porte aujourd'hui son nom : Colombia⁵ ». En ses origines, la Grande Colombie avait un territoire trois fois plus important que son territoire actuel de 1'141.748 km². Sans être le plus étendu des pays d'Amérique, la Colombie pouvait se vanter de posséder un territoire proche de celui de l'actuelle Argentine, supérieur à celui du Mexique contemporain et un peu plus grand que la moitié du territoire du Brésil. Sa configuration initiale était plus grande que le territoire des 13 colonies de l'Union Américaine.

La Grande Colombie a existé juridiquement entre 1821 et 1831 et elle était formée du Virreinato de la Nueva Granada, de la Capitanía General de Venezuela, de la Presidencia de Quito et de la Provincia Libre de Guayaquil. Aujourd'hui, elle correspondrait au territoire cumulé de la République de Colombie, de l'Équateur, du Panama et du Venezuela et comprendrait aussi d'autres territoires qui maintenant appartiennent au Brésil, au Pérou et au Nicaragua suite à des erreurs stratégiques de la part des dirigeants politiques colombiens. Ce manque de discernement stratégique fut malheureusement un point commun à tous les présidents et hauts fonctionnaires de Colombie. L'absence d'une vision globale, l'incapacité à résoudre le débat entre fédéralistes et centralistes et les tensions régionales entre les différents peuples de la République ont mené à sa dissolution.

La Colombie est un pays d'un potentiel considérable. Pourtant, elle souffre d'un "nanisme auto-imposé", autrement dit d'un sérieux problème d'estime de soi qui se ressent sur la scène internationale. Ses gouvernants et dirigeants ne croient pas fermement dans le potentiel du pays. Pourtant, il y a parfois, de manière fortuite ou non, des situations qui laissent penser à une bonne gestion politique du pays. Durant un temps considérable, il n'y a pas eu un seul auteur de taille internationale qui se soit attelé à l'étude de la politique extérieure colombienne. De ce fait, Bruce M. Bagley, universitaire nord-américain, en est venu à suggérer, en 1982, que le cas de la Colombie pouvait s'apparenter à un "nanisme auto-imposé"⁶. De son côté, Heraldo Muñoz ajoute, après avoir considéré les atouts de la Colombie, que ce pays devrait être une puissance

⁵ GARCIA MÁRQUEZ Gabriel, "Por un país al alcance de los niños", en: http://www.scp.com.co/ArchivosSCP/Por_un_pais.pdf (consultado el 23 de junio de 2014)

⁶ BAGLEY Bruce, "Colombia: a case of self-imposed dwarfism", en: Regional Powers in the Caribbean Basin: Mexico, Venezuela, and Colombia, Paper, Conference RIAL about Center America, San José, 1982.

régionale, avec un pouvoir de négociation comparable à celui du Mexique ou de l'Argentine⁷.

Cette croyance en un “nanisme” colombien tire son origine de multiples cicatrices historiques, générées tout au long de la construction de ce pays. Cette situation répond au manque d'intérêt réel des gouvernants, dirigeants et fonctionnaires à qui incombent les problématiques internationales, pour la consolidation d'une stratégie judicieuse qui promouvrait la Colombie parmi les nations. Autrement dit, la figure du “nanisme auto-imposé” provient du manque de confiance de la Colombie en ses propres capacités. Le pouvoir de négociation colombien pourrait être nettement plus fort si elle orientait mieux sa politique extérieure et si les décisions gouvernementales se prenaient conformément à une stratégie nationale. Pourtant, certains actes politiques, comme le *Plan Colombia*⁸, forment ce qui pourrait s'appeler un *réalisme complexe*, où “le plus fort” –les Etats-Unis– s'impose mais où, “le nain” –la Colombie– redéfinit d'une certaine façon le rapport de pouvoir, tirant un profit propre au-delà de l'hégémonie états-unienne, et adaptant les intérêts du géant nord-américain envers elle-même.⁹

Si bien l'intérêt des Etats-Unis se limitait originellement à la lutte contre le narcotrafic, les colombiens sont parvenus depuis peu à introduire de nouveaux sujets sur la table de négociations, et par-dessus tout, à bénéficier d'aides à la restructuration du pays. Même si la Colombie n'est pas à proprement parler une puissance de première importance dans le monde, elle fait partie des intérêts des Etats-Unis. En effet, elle représente le troisième budget en coopération internationale du gouvernement américain après l'Israël et l'Egypte. Du fait de sa faible auto-estime, la Colombie traverse une situation complexe.

⁷ MUÑOZ Heroldo, “*The strategic dependency of the Centers and the Economic Importance of the Latin American Periphery*”, en: *Latin American Research Review*, 16 (1981), 3, p.23.

⁸ Le *Plan Colombie* (aussi nommé *Plan pour la paix et Renforcement de l'Etat* ou *Plan Colombie pour la paix*) est un accord gouvernemental entre la Colombie et les Etats-Unis. Conçut en 1999 entre les présidents Andrés Pastrana Arango et Bill Clinton, il doit, à travers une revitalisation sociale et économique, contribuer à mettre fin au conflit armé colombien. Même si son action la plus évidente, et la plus conformes aux intérêts états-uniens, a été la lutte contre la drogue, la Colombie est parvenue à rediriger les ressources économiques allouées à ce plan vers des domaines relatifs au développement social.

⁹ Une autre approche au proverbe populaire dirait “le nain s'est grandi” pour se rapporter à, malgré le réalisme traditionnel avec lequel les États-Unis manient ses relations avec le monde et en particulier avec la Colombie, qu'attire attention que la Colombie a réussi à mettre à la balance plus d'éléments de son propre intérêt ce qui a motivé une ouverture additionnelle du *Plan Colombia* et un réorientation de la lutte contre la drogue à l'actuel contexte de guerre contre le terrorisme global.

Les Colombiens ont peu confiance en les capacités de leur pays. Il existe une complexité géopolitique et peut-être psychologique qui entretient une dialectique entre soumission et domination. Cependant, la Colombie a conscience de son importance dans les affaires nord-américaines. En effet, certains gouvernants colombiens ont fait bon usage de cet engagement nord-américain dans les affaires colombiennes, même s'ils furent peu nombreux.

Entre le début du *Plan Colombia* (1998-1999 avec Andrés Pastrana) et 2005-2006, certains Colombiens ont commencé à raconter l'histoire de la lutte contre la guérilla et le narcotrafic. Des chefs militaires et des fonctionnaires chargés des problématiques sécuritaires ont montré un nouveau visage, qui est utilisé à diverses occasions pour représenter la coopération technique liée à la sécurité. Cependant, ce problème d'auto-estime est complètement ignoré et n'est abordé dans aucune étude qui le mettrait en évidence. Il est toutefois déterminant dans l'image que projette le pays de soi-même sur la scène internationale.

Entre le XIXe siècle et la seconde moitié du XXe siècle, les rares auteurs qui se sont intéressés à la Colombie étaient majoritairement français. Parmi eux, nous pouvons nommer Charles Saffray, François-Joseph Broussais, Pierre-Paul Broc, Bernard Daste, Desiré Roulin, Eugène Rampon, Hipolite Villaret, Antoine de Laloubie, parmi lesquels beaucoup étaient médecins. Au début du XXe siècle, quelques auteurs anglo-saxons ont commencé à décrire quelques facettes de la Colombie. Malcom Deas est l'universitaire anglais ayant le plus étudié la Colombie. Ses appréciations ont été reconnues parmi les plus précises et les plus véridiques. Deas commente que "50 ans plus tôt, très peu de Colombiens exerçaient dans le domaine des sciences sociales". En histoire, par exemple, il n'y a pas eu plus d'une demi-douzaine de professionnels, bien qu'il y eût une fervente tradition d'amateurs. Se distinguent entre autres Jose Manuel Restrepo, Joaquin Posada Gutiérrez, ou encore Estanislao Gomez Barrientos et José Maria Cordovez Moure.

Très peu de Colombiens ont étudié l'histoire dans des universités étrangères. De plus, dans les universités nationales colombiennes, l'état de la discipline est très précaire. Quant à la sociologie et aux sciences politiques, elles sont à peine naissantes. C'est dans ce contexte que les universitaires étrangers, peu nombreux, qui se sont intéressés à la Colombie, tels feu David Bushnell, James Parsons, Lauchlin Currie y T. Lynn Smith, ont pu ouvrir de nouveaux champs d'études et introduire de grandes avancées dans les méthodes de recherche.

Dans certains cas également, ils ont facilité l'entrée d'étudiants colombiens ayant déjà accompli leur « pregrado » (Bac +5 dans le système éducatif colombien) dans les universités de leur propre pays : Etats-Unis, Angleterre, France, ou encore Allemagne.

Heureusement, les influences ont été variées, ce qui a donné naissance à un éclectisme souhaitable (...). Bien que, pour le moins aux Etats-Unis, la situation paraisse changée, il vaut la peine de remarquer qu'aujourd'hui encore, les experts choisissant de se spécialiser sur la Colombie sont très peu nombreux en comparaison au nombre d'experts d'autres pays, comme le Mexique par exemple. « Je me souviens d'un sénateur, membre du *Committee on Foreign Relations*, qui me dit un jour qu'il était facile de rencontrer des centaines d'experts du Mexique mais, de son expérience, très difficile de trouver ne serait-ce qu'une demie douzaine d'experts de la Colombie. En Europe, ces derniers restent très peu nombreux »¹⁰.

Cependant, l'étude de l'histoire colombienne, ces dix dernières années est passée de l'école traditionnelle à une ouverture académique et thématique, selon Deas : "L'étude traditionnelle de l'histoire de la Colombie, est passée par différentes étapes: l'étape marxiste des années 60, 70, les vagues d'influences françaises, ou d'histoire économique quantitative, la cliométrie états-unienne, la micro-histoire italienne, les modes identitaires, la mémoire, le post-modernisme, le post-colonialisme, les études subalternes entre autres"¹¹.

Malgré l'avancée représentée par cette ouverture, Deas note que "parmi toute cette gamme de stimuli cosmopolites, certaines choses manquent encore. L'une d'elles est le contexte latino-américain. Il persiste une grande indifférence vis-à-vis des histoires des autres pays de la région. Combien de Colombiens connaissent-ils bien l'histoire récente ou plus ancienne de leurs voisins ? Existe-t-il quelqu'un ayant donné un cours sur l'histoire vénézuélienne du XXe siècle ? Les bibliothèques sont aujourd'hui encore essentiellement réservées aux historiens, politologues et internationalistes. Or, toute l'information ne se trouve pas sur internet. Les bibliothèques ont-elles des collections suffisamment complètes sur le Venezuela, l'Équateur, le Pérou, le Chili, l'Argentine, le Brésil ? Je ne le crois pas, et l'historiographie nationale reste largement insuffisante"¹².

Ce diagnostic reste le même concernant les études sur les relations internationales, éléments pourtant essentiels pour le positionnement de la Colombie lors des discussions avec ses voisins. En ne tenant pas clairs nos sujets d'études, nous avons toujours considéré que s'inspirer des solutions choisies par les pays du premier monde pouvait offrir à la Colombie les conditions nécessaires afin de s'insérer avec force dans la mondialisation. Cependant, il est clair que plus grande est la distance à parcourir pour

¹⁰ JIMENEZ Hernán, "Entrevista a Malcolm Deas, Profesor Emérito del StAntony's College, Universidad de Oxford, Reino Unido", en: http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S2145-132X2014000200016 (consultado el 3 de agosto de 2015)

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

atteindre les exploits des autres pays, plus dur sera d'assimiler et de concrétiser les politiques offrant suffisamment de développement pour la Colombie.

On ne peut contempler les conclusions d'un *think tank* de l'autre hémisphère sans savoir clairement quelles sont les intérêts les plus saillants des Colombiens. Pour décider de la meilleure voie à suivre pour la Colombie, il sera toujours déterminant de regarder premièrement la situation de la Colombie, et de s'en faire une lecture propre qui ne se limiterait pas à ce que d'autres pensent préférable pour elle, ou pire encore, de ce que l'on pourrait copier sans même savoir en quoi cela pourrait servir à la Colombie.

A travers l'histoire, il est possible de penser et de reformuler ce qui pourrait générer du développement. D'après Deas, il est possible de considérer que « connaître et entendre mieux le passé enrichit la vie et qu'il est impossible de mettre des limites à la curiosité que les gens ont de leur propre passé. Les historiens satisfont plus ou moins bien cette curiosité. Il existe une demande populaire pour la connaissance historique. Beaucoup des arguments politiques, quand ils sont analysés avec attention, sont des arguments historiques. L'historien peut rendre les gens conscients de ce fait et peut aussi contribuer à clarifier ces arguments. Il existe un fatalisme important en Colombie, basé sur des lectures superficielles de son histoire. J'espère qu'une histoire plus sobre diminuera ce fatalisme. Cela ne signifie en rien demander une histoire allégée de toutes ses peines »¹³.

En effet, connaître l'histoire véritable de la Colombie peut aider à soigner cette dernière de son complexe d'infériorité et de son "nanisme" social et diplomatique dénoncé par Bagley, ainsi que ceux qui prennent des décisions de politique extérieure en son nom. Selon Diana Uribe¹⁴, historienne colombienne reconnue et spécialiste de différents conflits dans des pays variés: "il existe un sentiment de fatalisme collectif, et ce depuis la naissance de la nation". Depuis le XIXe siècle et le débat entre fédéralistes et centralistes qui aboutit à la guerre des milles jours, menant à la perte du Panama, l'impression de fatalité transmise de génération en génération a créé un imaginaire, qui met en difficulté tout type de processus de transformation.

Cependant, dit Uribe, "il existe un moment où l'esprit change, où les cœurs ressentent différemment, et où l'histoire peut prendre un autre tournant. La perception collective commence déjà à se modifier. La croyance en l'impossibilité de tout changement est la première chose qui doit changer (...) car, s'il est possible d'agir dans la douleur, il est en revanche beaucoup plus difficile d'agir dans la culpabilité, aussi l'importance du pardon a tout son sens". Le pardon ne change pas le passé, mais il transforme le futur et permet

¹³ Ibid

¹⁴ Dans une conversation sur l'histoire, mais encadrée dans des négociations de paix en Cuba entre le gouvernement du président Juan Manuel Santos et la guérilla des FARC-EP

de tourner la page. Travailler sur la mémoire de la Colombie permet de transformer les haines afin qu'elles ne se transmettent pas au fil des générations. Cela change le regard et crée un terrain propice au bon rétablissement de la société complexée. Ainsi, il est possible d'avoir un autre regard sur la Colombie et d'en construire de nouveaux récits¹⁵.

Un regard du point de vue de la diversité culturelle de la Colombie permet un souvenir moins âpre de l'horreur et permet d'avancer toujours plus sereinement vers l'espérance. Bien qu'il y ait encore beaucoup de haine, que beaucoup ne se sentent pas représentés, et que nombreux soient les sceptiques et ennemis de la paix et de la transformation, il y a néanmoins des exemples historiques dans d'autres contextes où l'apathie et la résignation ont pu se transformer, où la tradition perverse d'une administration publique trop favorable à ses dirigeants s'est modifiée, et peu à peu la société a avancé vers de nouveaux modèles et où les dirigeants ont eu une meilleure compréhension des problèmes du pays et la claire intention de consolider une idée nationale, facilitant la gouvernance dans un monde globalisé, qui peut ouvrir des portes comme en fermer¹⁶.

L'Histoire pourrait se comparer à un tableau impressionniste, où un regard trop précis ne permet d'y voir seulement que de petites taches, et où un regard plus général et ouvert réussit à percevoir avec une plus grande clarté la dynamique du paysage. La situation idéale évoque les ondes qui se forment dans l'eau lorsque l'on y lance une pierre : un cercle entraîne un autre, toujours plus grand. Cependant, il faut commencer par lancer la pierre pour que les ondes se meuvent dans tout le lac.

L'histoire politique colombienne de ce dernier siècle a été très peu travaillée. Il manque des études professionnelles sur la majorité des administrations nationales et sur l'histoire politique des régions et des villes.

Bien qu'il existe deux ou trois textes sur les Forces Armées, il reste beaucoup à faire, ainsi que sur les ministères où il n'y a presque rien. Quant à la politique actuelle, le problème agricole et les possibles réformes agraires sont discutés dans un état d'amnésie complète car personne ne semble se rappeler de l'histoire des politiques agraires, de ses succès et de ses échecs depuis 1960. Il en résulte un débat médiocre et des conclusions préliminaires incertaines et discutables.

¹⁵ Conversation avec Diana Uribe sur les négociations de paix et le postconflicto, dans l'École colombienne d'ingénierie, avril 17 de 2015.

¹⁶ Op Cit JIMENEZ.

Les majorités des universitaires colombiens ont été réticents à étudier l'État tant critiqué. Et en dépit de la quantité élevée d'avocats, il n'y a pas d'études historiques sur la justice » mentionne à nouveau Deas.¹⁷ Cette absence de travaux académiques sérieux sur les différents thèmes fondamentaux à la compréhension du pays entraîne une méconnaissance gouvernementale des problèmes et les dynamiques régionales. Les réseaux officiels de communication sont généralement déficients et ne maintiennent pas bien informées les autorités nationales, même le Ministère de la Défense. Depuis les plus hautes sphères bureaucratiques, il est commun de reconnaître que l'information officielle n'est pas la même entre les différents ministères. Il est reconnu également que les statiques du département administratif sont particulièrement impropres à la prise de décisions.

D'autre part, il n'existe pas de presse nationale : *El Tiempo*, *El Espectador* et *El Nuevo Siglo* sont des journaux essentiellement de Bogota. L'enjeu, pour les futurs gouvernements nationaux, est de gouverner tout le pays, en ne se limitant pas seulement aux régions ayant eu le privilège de fournir des hauts fonctionnaires. Assumer cette tâche avec succès exige d'être beaucoup plus au fait des dynamiques régionales. Grâce à ces dernières, il est possible de mieux comprendre leurs propres possibilités, ce qui est impossible sans la contribution d'une étude historique (...). Certes, les pays latino-américains partagent de nombreuses caractéristiques. Cependant, leurs systèmes politiques sont très distincts. Les héritiers de l'Espagne coloniale partagent la même langue et la même influence de l'Église catholique, mais en tant que Républiques ils ont suivi des chemins divergents. Deux caractéristiques apparaissent clairement lorsque nous nous penchons sur l'histoire de la vie politique colombienne : un faible niveau de participation politique, indépendamment de la condition sociale, et une grande difficulté à construire un gouvernement fort, en raison de conditions géographiques difficiles et d'une mauvaise administration des ressources colombiennes¹⁸.

Depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de 1991, les principes idéaux de la politique extérieure colombienne ont été sujets à d'importants débats, dont ceux liés au rôle même de la politique extérieure et aux défis rencontrés par le pays, comme la globalisation et le changement perpétuel de la situation interne. La sélection appropriée et le professionnalisme des diplomates, ainsi que la possibilité d'évaluer leurs résultats, ont depuis toujours suscité de grands débats et plus encore depuis la Constitution actuelle. Cette dernière avait en effet été écrite dans un souffle d'optimisme, ses auteurs la pensant capable de donner à la Colombie l'impulsion nécessaire pour affronter le siècle nouveau, tant sur le plan national qu'international.

¹⁷ Ibid

¹⁸ Ibid.

Dans l'un de ses discours prononcé au cours de son mandat, et faisant référence au passage au XXe siècle, l'ex-président Cesar Gaviria (1990-1994) invita les colombiens à "avoir confiance en l'avenir". L'année suivant sa prise de fonction, la nouvelle Carte Constitutionnelle offrit de nouvelles espérances. Cependant, ces dernières se sont estompées suite aux violences extrêmes produites par le narcotrafic de Pablo Escobar. Paradoxalement, en parallèle de ces problèmes d'ordre public et d'extraditions massives de colombiens, l'époque du gouvernement de Virgilio Barco (1986-1990) a aussi été celle d'avancées significatives en matière d'institutionnalisation des services extérieurs, tels les processus de négociation avec les groupes armés et leur démobilisation.

Il existe un consensus entre tous les spécialistes de la Politique Extérieure Colombienne (PEC): le manque depuis le début de lignes directrices claires et continues des services extérieurs colombiens. Avant d'être une politique d'État, la diplomatie colombienne est avant tout la politique d'un seul homme, le président en exercice. Elle est donc entièrement conjoncturelle et dessert uniquement les intérêts présidentiels. Elle souffre de carences notables en matière de cohérence, de pertinence et de prospective et ne prend en compte ni la réalité nationale ni la nécessité de participer aux négociations internationales. Les fonctionnaires ayant participé à l'élaboration et à l'exécution de la PEC ne connaissent pas suffisamment les dossiers internationaux ni ne sont capables de lier les enjeux mondiaux aux intérêts de la nation.

De la même manière, ceux qui conçoivent les politiques le font en se projetant à court terme et selon le contexte du moment. Il en est arrivé à considérer que la Colombie ne possède pas la capacité à décider de sa politique extérieure car celle-ci est figée à cause de l'influence des facteurs externes et celle directe des puissances supérieures. En effet, les personnes chargées de gérer la politique extérieure ont été « colonisés intellectuellement »¹⁹, notion qui se rapproche de celle du "nanisme auto-imposé" de Bagley.

Un élément que nous chercherons à démontrer dans cette étude est le fait que, donnée l'inégalité sociale colombienne, il n'y a pas de cohésion ni dans la société ni dans la possibilité de formuler des politiques publiques qui seraient utiles à tous. Tant qu'il existera une fracture sociale si présente, il ne sera pas simple de fixer un cap à la politique extérieure. La cohésion sociale ou du moins, la diminution de la fracture sociale et la souveraineté intellectuelle sont fondamentales pour clarifier ce qu'il pourrait être mieux pour le pays, en pensant aux intérêts nationaux qui peuvent et

¹⁹ ALVAREZ José, *"El interés nacional en Colombia"*, Ed. Universidad Externado de Colombia, Bogotá, 2003, p.19.

doivent être défendus sur la scène internationale. Par conséquent, nous pourrions *a priori* reconnaître que la politique extérieure colombienne, sans mentionner la politique publique, n'a pas été construite sur la base de l'intérêt national car celui-ci n'a pas été suffisamment sujet à réflexions.

Toutefois, la définition thématique de cette recherche de doctorat a été considérée à la lumière d'un intérêt particulier à reconnaître la Colombie plus autonome, plus indépendante et plus dirigeante sur le plan international. Il faut toutefois noter qu'au début de la rédaction du présent document, le panorama des relations internationales, politique, économique, social et d'ordre public était complètement différent à celui au moment de son achèvement. Alvaro Uribe, ancien président est maintenant sénateur. Juan Manuel Santos, ancien ministre de la défense est aujourd'hui dans son deuxième mandat présidentiel. Les lignes directrices les plus saillantes de l'ex-président Uribe, à la lumière de sa politique de « sécurité démocratique », ont été déplacées par le gouvernement de Santos afin de signer un accord de paix avec les FARC-EP²⁰, qui ouvrirait la porte à de futurs accords avec d'autres acteurs en marge de la loi (L'Armée de Libération Nationale, ELN (par ses sigles en l'espagnol), Des Bandes Criminelles–BACRIM²¹ (par ses sigles en l'espagnol), Urabeños, Rastrojos, Aguilas Negras, entre autres). . Cela pourrait représenter le rapprochement d'une paix durable, basée sur le dialogue, la négociation, la justice transitionnelle et les réparations.

Cependant, même si le contexte politique interne et externe a changé dans les deux dernières administrations, en remontant plus loin dans l'histoire, il existe quelques

²⁰ Le groupe d'insurgés le plus antique de l'hémisphère et avec une capacité militaire capable de déstabiliser le pays, sans que son intérêt pour s'emparer du pouvoir central ne soit évident, bien que sa présence dans les régions où l'État légitime n'exerce pas avec propriété, soit réellement plus claire. Dans ses origines il a surgi avec quelques linéaments Marxistes - Léninistes, mais par la suite il a affaibli son discours au moment d'agir dans des zones rurales, en générant un impact négatif sur le peuple qui dit défendre au moment de se considérer comme Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie, de FARC, d'EP, une armée du peuple. Le 23 septembre 2015 dernier, le président Santos et le leader des FARC Timoleon Jimenez, ont décidé que le 23 mars 2016 l'accord définitif de paix serait signé. Il y aura une Juridiction Spéciale pour la Paix encadrée dans la Constitution et dans la loi colombienne, en respectant les linéaments du droit international.

²¹ C'est le nom générique pour les bandes criminelles qui se sont conformées en grande partie, après l'échec de la démobilisation des groupes paramilitaires sous le gouvernement de l'ex-président Uribe, quand, après avoir abandonné les files de leur organisation, spécialement les Auto-défenses Unies de la Colombie (AUC), ils ont été regroupés dans quelques groupes isolés, avec présence dans une grande partie du territoire colombien, sans une claire hiérarchie verticale, mais avec une capacité militaire considérable et un financement du trafic de stupéfiants, des chantages et de la contrebande, parmi d'autres mécanismes générant des revenus.

traits qui formeraient une réponse aux questions : pourquoi la Colombie n'a-t-elle pas été un acteur sur la scène internationale, considérant sa localisation géographique privilégiée ou ses importantes ressources naturelles ? Pourquoi la mise en place d'une stratégie internationale qui promouvrait le pays et lui offrirait des bénéfices n'est-elle pas évidente? Quel type de diplomatie a besoin le pays ? Que pourrions-nous apprendre d'autres latitudes et lesquelles de leurs expériences pourrions-nous adapter au pays ? Quelle compréhension de la mondialisation et du contexte interne devraient avoir les décideurs des politiques publiques afin de protéger plus efficacement les intérêts du pays ?

L'apport proposé ici se porte sur les avancées liées au fait de s'aventurer à donner des réponses à quelques-unes de ces questions historiques. En effet, elles pourraient stimuler le potentiel de la Colombie à influencer les décisions internationales (régionales, hémisphériques et globales).

Un regard récent sur le contexte colombien permet de se rendre compte de la transformation positive de l'image de la Colombie à travers de l'investissement étranger et de l'augmentation du tourisme dans le pays. Il existait une sensation de sécurité produite par l'intervention des médias et par le déploiement massif des ressources économiques, logistiques et humaines dans le but de fortifier l'appareil militaire de la politique de la « Sécurité Démocratique ». Certes, la relation entre la Colombie et les Etats-Unis a été plus étroite pendant le gouvernement Bush Jr mais la dernière année du mandat d'Uribe a été marquée par l'arrivée au pouvoir de Barack Obama car il instaura une certaine distance qui n'était pas favorable aux objectifs du gouvernement Uribe.

Cependant, la fluidification des relations avec les États-Unis, liée à l'alliance Uribe-Bush, entraîna l'isolement de la Colombie dans son propre continent. Il s'ouvrit alors le débat sur la mise en place de bases militaires nord-américaines sur le territoire colombien. Il faut toutefois noter que l'influence militaire américaine a été déterminante pour la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic. Le président actuel colombien, Juan Manuel Santos, a organisé et exécuté l'incursion en Équateur qui produisit la mort du guerrillero des FARC-EP, Raul Reyes. La violation de la souveraineté équatorienne engendra malheureusement l'affrontement de l'Équateur et du Venezuela contre la Colombie et sa répudiation de la part de presque tous les pays de la région.

La personnalisation de la relation entre l'ex-président Uribe et l'ex-président vénézuélien Hugo Chavez a défini une nouvelle tension dans les relations bilatérales puisque depuis le début, ils ne sont jamais parvenus à des accords limitrophes ni n'ont réussi à fortifier l'échange avec des résultats positifs dans l'équilibre commercial bilatéral. Finalement, des accords de coopération n'ont pu être formalisés dans aucun domaine. Cette personnalisation de la politique extérieure s'est basée sur la constitution colombienne qui octroie à l'exécutif une grande liberté dans ses prises de décision, sans établir de limites.

Cependant, Uribe n'a pas été un cas exceptionnel. Tous les présidents ont adapté la politique extérieure à leurs besoins. De plus, la nomination des diplomates a été la «*caja menor*»²² de l'exécutif pour récompenser, acheter ou cacher des personnalités de la vie publique nationale. En passant de la prise des décisions importantes à la nomination des fonctionnaires de bas niveau, le rôle du président s'est déplacé, ce qui a engendré une baisse de rigueur dans la sélection, la formation et la promotion des représentants colombiens à l'extérieur. Mais encore, il a limité la possibilité d'accentuer la présence de la Colombie dans la mondialisation, ainsi que sa capacité à être une puissance régionale guidée par *Une Stratégie Conjointe de la Politique Extérieure* (SCPE).

Ce travail de recherche est théorique, descriptif et analytique. Il s'est développé selon les critères instaurés par la recherche qualitative et quantitative dans le domaine des sciences sociales, en facilitant l'établissement d'une méthode scientifique pour aborder et interagir avec l'objet de recherche. La méthodologie de cette thèse est celle offerte par la recherche documentaire, historique et théorique. Le but était de vérifier l'hypothèse en utilisant des outils particulièrement qualitatifs et en mettant de côté les formules mathématiques. Il a été fait différentes analyses liées à des théories sur les relations internationales, comme des descriptions de l'histoire récente du pays. Ces analyses sont complétées par des enquêtes auprès d'étudiants universitaires et d'interviews d'ex-ministres, de vice ministres et de différents fonctionnaires de haut niveau venant d'études en diplomatie (comme d'anciens ambassadeurs et des membres actifs du service extérieur).

²² Il s'agit des moyens qui ne sont pas très orthodoxes. Entendue comme la réserve d'argent liquide pour payer les petits frais ou pour résoudre certains problèmes sans avoir à réaliser les procédures que la démocratie exige. Dans le cas de la politique extérieure, on décide, sans aucune règle, qui représentera au pays à l'étranger et souvent un service politique est rendu par la nomination.

Bref historique de la politique extérieure de la Colombie

Comme il a été mentionné précédemment, l'histoire sera un des éléments qui participent à l'identification de quelques-uns des problèmes qui veulent être résolus dans cette recherche. Par conséquent, on fera un bref historique de la PEC, depuis la naissance de la nation jusqu'aux gouvernements influencés par la Constitution de 1991. Comme l'exprime Malcom Deas dans une interview : « En Colombie, il existe un mépris infondé envers sa supposée anarchie ». J'ai voulu comprendre ses causes et sa rationalité, l'ordre dans le désordre et comment le décrire avec précision.

Je ne crois pas en l'anarchie infondée, ni ne sympathise avec ce mépris facile envers le passé national qu'il est fréquent de trouver parmi les colombiens²³. Une partie de l'histoire colombienne a été encadrée dans des critiques de ses propres habitants et du mépris envers son passé sans recherche de réponses pour reconfigurer le futur. De plus, il semble qu'il existe en Colombie une paralysie provoquée par une accumulation d'analyses, mais également beaucoup de *problématologues* et peu de *solutionologues* ayant réussi à aborder des thèmes toujours restés polémiques par le passé.

Le présent document ne prétend pas changer l'histoire mais propose plutôt certaines suggestions qui contribuent à élargir le champ de réponses au problème soulevé par cette question : comment diminuer le caractère discrétionnaire des décisions de politique extérieure, en donnant davantage de moyens au Ministère des Affaires étrangères pour formuler des politiques qui permettrait au pays d'affronter la mondialisation ?

Au 18^{ème} siècle ont eu lieu en Europe des changements décisifs qui ont rompu avec les formes de gouvernement, les idées et les pensées de l'époque. En Angleterre, avant la Révolution Glorieuse, la première loge de la franc-maçonnerie moderne a surgi. Elle a été un événement phare, se répercutant sur d'autres régions et déclenchant la Révolution française à la fin du siècle. Les idéaux de liberté, de fraternité et d'égalité ont mené à la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Ces valeurs sont arrivées en Colombie des années après grâce à la traduction de la déclaration par le franc-maçon Antonio Nariño.

²³

Op Cit, JIMENEZ

À partir de l'étude de ces événements par certains illustres « criollos [créoles] »²⁴ des mouvements indépendantistes sont nés en Amérique. En France, l'Illustration est née. C'était un mouvement politique et intellectuel basé sur la raison et la nature. La raison était au-dessus de la religion et elle a initié l'étude scientifique de la nature. La liberté de croyances était promulguée et le gouvernement devait gérer l'éducation, et non l'église catholique.

D'autre part, la philosophie et l'ensemble des doctrines, exprimées dans l'Encyclopédie de Diderot et D'Alembert, ont entraîné l'émergence de critiques contre la société et le gouvernement français du XVIIIe siècle. En Espagne, l'invasion de Napoléon, due à son intérêt expansionniste, a donné lieu à une dispute entre Carlos IV et son fils Fernando VII pour le trône. Napoléon emprisonna les rois et nomma son frère José gouverneur d'Espagne. En Angleterre, la révolution industrielle mena à l'élaboration de biens plus économiques. Ces biens sont arrivés en Amérique, concurrençant avec les produits espagnols, mettant alors en difficulté le maintien du commerce espagnol.

Aux États-Unis, après la guerre entre l'Angleterre et la France, la couronne britannique affaiblie augmenta les impôts de timbre et sceau, ce qui généra le mécontentement des colons. Ce mécontentement, uni aux idées de l'Illustration propagées par les franc-maçons Washington, Jefferson et Adams, et aux affrontements entre colons anglais et britanniques fidèles à la couronne, donnerait la rédaction de l'Acte d'indépendance le 4 juillet 1776.

De même, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, il régnait en Amérique un anticonformisme généralisé. Les idées de liberté s'étaient propagées et avaient généré une atmosphère propice au processus d'indépendance. Nous pouvons mentionner plusieurs causes internes qui ont mené à l'indépendance de la Colombie : la traduction et la divulgation de la Déclaration des droits de l'Homme grâce à Antonio Nariño, qui, parmi les créoles, a cherché fermement une transformation politique, économique et sociale pour les colombiens.

Au même moment, les autres fils d'espagnols nés en terre américaine espéraient seulement leur participation dans la *Real Audiencia de Cadiz* afin d'obtenir un certain

²⁴ Selon GARCÍA MÁRQUEZ c'étaient les enfants des Espagnols nés dans les terres américaines que leurs parents séparaient en les limitant pour exercer certaines postes publiques.

degré de représentation politique. En effet, leurs pères les avaient ségrégué car ils étaient des blancs créoles nés en Amérique. Ils avaient limité l'exercice de leur pouvoir politique. De même, l'expédition réalisée par le prêtre espagnol Jose Celestino Mutis dans le but de faire un inventaire de la faune et de la flore dans la Nouvelle Grenade a permis la prise de conscience de l'énorme potentiel de la région en termes de ressources naturelles. Ceci a motivé l'arrivée de nouveaux aventuriers européens aux hostiles, mais riches terres colombiennes.

Le mémoire des offenses, rédigé par Camilo Torres, s'est limité à solliciter l'égalité des droits pour les enfants d'Espagnols nés en Amérique, tout comme leur participation politique, notamment dans la conformation de la suprême *Junta Central*, le *Cabildo de Santa Fe*, et la *Real Audiencia de Cadiz*, interdits pour les non espagnols de naissance. Cependant, l'initiative indépendantiste n'accepta pas ces demandes pour les autres colombiens (métis, noirs, et les enfants des indiens et des noirs) et élargit les droits des créoles à gouverner et à choisir leurs gouverneurs. Finalement, les événements du 20 juillet 1810 liés à la visite d'Antonio Villavicencio et à l'intérêt des *créoles* à élargir leur participation politique ont donné lieu à la reconnaissance de cette date comme le début du mouvement indépendantiste, aussi appelé le « cri de l'indépendance ».

Bien que le symbole de la rupture du vase du 20 juillet 1810 et l'affrontement avec Gonzalez Llorente représentent le début du processus d'indépendance, tout faisait partie du plan pour donner le pouvoir aux fils d'espagnols. Le 19 juillet 1810, les créoles étaient allés rencontrer le vice-roi pour solliciter la participation politique. Devant son refus, l'étape suivante consistait à pousser les paysans à la révolution le 20 juillet, jour de marché sur la place centrale, aujourd'hui appelée Place Bolivar. La rupture du vase a été un prétexte pour pousser les paysans, producteurs indigènes, à se rencontrer sur la place du marché afin de soutenir les créoles dans leur intérêt mesquin à s'accaparer le pouvoir appartenant aux cultures ancestrales.

“Le jour de la saint Sylvestre de l'année 1816, l'infatigable Simon Bolívar débarqua de nouveau sur le littoral est du Venezuela. En 1817 et en 1818, les forces républicaines souffraient encore de rivalités entre leurs différents dirigeants, ce qui ne leur permettait pas de grands déploiements et limitait leurs activités à des escarmouches de faible échelle dans les plaines du pays. Mais en avril 1819, Páez gagna à Morillo, pendant que Bolívar commençait la traversée de la cordillère des Andes et ainsi le chemin vers la libération de la Nouvelle Grenade. Le 7 août eut lieu la bataille de Boyacá. Quand Bolívar entra dans Bogotá le 10, le vice-roi Samano s'était déjà mis à l'abri et la libération de la majeure partie du pays ne se faisait plus attendre. Impressionné par une

telle bataille, le congrès d'Angostura déclara l'unification de la Nouvelle Grenade et du Venezuela en une seule République de Colombie »²⁵.

Le 7 août 1819, la souveraineté de la Colombie a commencé à être reconnue. « En décembre de la même année, après la bataille de Boyacá, fut délivrée en Angostura, l'actuel territoire du Venezuela, la loi fondamentale qui constitua la République de la Colombie. Elle comprenait la vice-royauté de la Nouvelle Grenade avec son État-major du Venezuela, la royauté de la Nouvelle Grenade et la présidence de Quito. La République ainsi formée se divisait en trois départements: Venezuela, Quito et Cundinamarca. Par la disposition d'un ensemble de gouvernements, le territoire de Panamá, inscrit dans la vice-royauté de Nouvelle-Grenade, s'unit à la République de Colombie en 1821. Cette même année, le 30 août, fut formée dans le Cúcuta la Constitution de la République de Colombie avec la même base territoriale. En effet, d'après l'article six, elle « comprenait » l'ancienne vice-royauté de la Nouvelle Grenade et l'État-major du Venezuela » (...) La République de Colombie ainsi formée est connue dans l'histoire sous le nom de la Grande Colombie qui dura jusque 1830, année où fut délivrée une nouvelle Constitution pour tout le territoire. Toutefois, celle-ci n'entra pas en vigueur car le processus de désintégration était déjà en marche et aboutirait la même année à la formation de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela. Le Panama resta un territoire colombien jusqu'au 3 novembre 1903 »²⁶.

Concevoir la constitution comme un reflex ou une catapulte de la société fut un dilemme central de la révolution d'indépendance. Les pragmatiques, come Antonio Nariño, Manuel Gual, Del Corral et Bolívar, pensaient que les lois devaient se créer en conformité avec l'environnement physique et les traditions prévalentes, et que peu à peu, elles pourraient se modifier à mesure que le peuple sortirait de son retard. La perspective utopiste, qui prédominait pendant la période révolutionnaire, n'ignorait pas les circonstances qui conditionnaient l'efficacité de la loi ni ne les considéraient non plus comme une camisole de force, mais plutôt comme un obstacle que la loi arriverait à surmonter.²⁷

²⁵ HETTNER Alfred, *La Conquista española, la época colonial y la guerra de la independencia. Viajes por los Andes Colombianos*, en: <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/historia/viaand/viaand40.htm> (consultado el 5 de marzo de 2012)

²⁶ TIRADO MEJÍA Álvaro, *“El Estado y la política en el Siglo XIX”*, El Ancora Editores, Bogotá, 2001, pp.9-10.

²⁷ VANEGAS Isidro, *“El constitucionalismo fundacional”*, Ed. Plural, Bogotá, 2012, p. 26.

En décembre 1812, Bolívar harangua les habitants de la minuscule population du Tenerife, dans la province de Cartagène, en leur disant qu'ils étaient désormais des « hommes libres, indépendants de toute autorité » qui ne seraient élus de leurs propres suffrages, qu'ils étaient sujets seulement à leur propre volonté et au vote de leur conscience légalement prononcé par la constitution qu'il devait urgemment soutenir. Il leur promit un futur brillant : « Cela vous ouvrira une vaste carrière de gloire et de fortune, en vous déclarant membres d'une société qui aurait pour bases constitutives une égalité absolue dans les droits et une justice qui ne s'inclinerait jamais selon la naissance ou l'argent, mais toujours en faveur de la vertu et du mérite. »²⁸

Les premières années du XIXe siècle furent orientées vers le choix de gouvernement qu'aurait le pays. Il surgit le débat entre le centralisme français, défendu par Simon Bolívar, et la récente création du fédéralisme aux États-Unis, soutenu par Francisco de Paula Santander. Ce débat amena les deux généraux à s'affronter idéologiquement, bien que les deux éminents personnages firent partie de la fraternité franc-maçonne. Il y eut aussi des attentats contre Bolívar, organisés par des groupes soutenant le fédéralisme.

Cette discussion amena la Colombie à être un État fédéral et ultérieurement une République Présidentielle et Centraliste. Ce dernier modèle est celui qui régit encore le destin de la patrie avec une série de conséquences infortunées, tel l'impossible développement des régions. Le centralisme en Colombie a entraîné une dépendance imposée qui a empêché les départements de se développer et a centralisé les opportunités et la prise de décisions dans la capitale, dans les familles importantes de Bogotá et également dans la figure du président. Depuis l'indépendance résultant de la bataille de Boyacá le 7 août 1819, soit 196 ans, la Colombie a eu 95 présidents parmi lesquels 35 % étaient de Bogotá (Cundinamarca), 14 % de Popayán, 11 % de Boyacá, 11 % d'Antioquia, 7 % de Cartagène, 6 % de Tolima, 5 % de Santander et 4 % de Valle et autres départements. Par conséquent, en ne gouvernant pas au bénéfice de la majorité, le pouvoir exécutif central a consolidé et agrandi la fracture sociale et la difficulté de l'ascension sociale. En effet, cela a créé des inégalités dans les opportunités et le développement de différentes régions.

La République du XIXe siècle

A la fin du XVIIIe siècle, la majorité des blancs étaient des *créoles* nés en Amérique. Logiquement, ils se sentaient moins attachés à la terre de leurs ancêtres qu'à celle sur laquelle ils avaient grandi. Les métis, pour ne mentionner ni les noirs ni les indigènes, avaient des raisons encore plus grandes de se sentir d'une identité différente. La Nouvelle Grenade était distincte de l'Espagne du point de vue de sa topographie, de sa démographie, de sa structure économique et de son style de vie²⁹. Le principe qui régissait le signalement des frontières nationales fut le dénommé "*uti possidetis* de 1810". Le "*uti possidetis*" fut une norme ancienne issue du droit romain, selon laquelle quand un litige était présenté au Magistrat Pretor sur la possession d'un bien meuble ou immobilier, au moyen d'une brève procédure, le magistrat s'informait de la situation et selon la formule "*uti possidetis, ita possideatis*" ("car vous avez possédé, ainsi vous possédez») pouvait décider qui allait détenir le bien en tranchant sur le statut de propriété du bien. Ce principe a été utilisé des siècles après pendant le haut Moyen Âge en Europe dans le but d'aboutir à des compromis concernant les conflits de guerre territoriale entre les États. Les traités de paix obtenus à cette époque stipulaient que les conquêtes territoriales obtenues pendant les hostilités devaient être réattribuées selon l'état antérieur à la guerre ("*in statu quo ante bellum*")³⁰. Dans le contexte latino-américain, le "*uti possidetis*" se référait depuis le début, aux territoires qui faisaient partie de chacune des plus grandes divisions des colonies espagnoles, quand l'état de belligérance s'est instauré dans celles-ci contre le pouvoir espagnol.

Au début du XIXe siècle, l'Espagne avait organisé ses territoires en Amérique selon sept grandes circonscriptions : les vice-royautés du Mexique, de la Nouvelle Grenade, du Pérou et de Buenos Aires, ainsi que les États-majors du Guatemala et du Venezuela. La Couronne conformait ces entités au moyen de l'assignation de provinces déterminées par des décrets dénommés Billets Réels et Ordres Réels.

Entre les années 1809 et 1810, les indices d'une révolte générale contre le régime instauré ont commencé à être entrevus dans beaucoup de provinces. La Bolivie, Quito et le Mexique ont commencé à consolider leurs milices. Sous ces circonstances, il fut nécessaire d'établir en 1810 une nouvelle configuration qui stipulerait quelles provinces constitueraient chacune de ces circonscriptions en conformité avec les dispositions expédiées par les autorités espagnoles. En 1810, la vice-royauté de la Nouvelle Grenade se confinait aux États-majors du Guatemala et du Venezuela, à la vice-royauté du Pérou

²⁹ BUSHNELL David, "*Colombia una nación a pesar de sí misma*", Ed. Planeta, Bogotá, 2004, p.49.

³⁰ Ibid, p.49.

et à l'Empire du Brésil. Par conséquent, le "*Uti Possidetis Iuris de 1810*" s'est appliqué pour la délimitation du Venezuela, du Costa Rica et du Nicaragua qui constituaient en partie les États-majors du Venezuela et du Guatemala. Le Brésil, qui s'était opposé à ce principe, accepta d'exécuter la délimitation conformément aux traités souscrits entre les gouvernements du Portugal et d'Espagne en 1750, 1761 et 1778.

Cependant, les lignes définies n'ont, dans l'ensemble, pas été suivies, et ce au détriment de la Colombie. Selon le « *Uti Possidetis* » dénommé « de Fait », le gouvernement brésilien exigea que la frontière suive la délimitation des territoires possédés par les habitants de son pays³¹. Ceci engendra pour la Colombie une perte territoriale égale aux tiers de son actuelle Amazonie, soit près de 200 000 km² de forêt. Cette surface perdue est similaire à celles de la Grèce et du Portugal réunies ou, à défaut, à presque le tiers du territoire français. Ceci indique que depuis ses commencements, la gestion du territoire, comme élément fondamental de la conception d'État-nation, a participé à son dédain et à son absence de reconnaissance, entraînant les décisions erronées des dirigeants colombiens, qui leur sont caractéristiques.

« En 1819, dans le Congrès de Angostura, a été créé la Grande Colombie (Venezuela, Cundinamarca et Quito). En 1821, dans le Congrès de Cúcuta, sa première constitution a été rédigée et Bolívar est devenu officiellement président. En 1830, la Grande Colombie s'est dissoute. Dans la Convention Grenadine de 1831, a été créé la République de la Nouvelle Grenade, dans laquelle se détachent Santander, Márquez, Alcantara et Jose Hilario Lopez (avec qui l'esclavage a été aboli en 1851). À la moitié du XIXe siècle, les partis traditionnels ont été créés : les libéraux et les conservateurs, se basant sur leurs antécédents centralistes et fédéralistes, bolivarianos et santanderistas.

De plus, avec les réformes datant de la moitié du siècle, le pays a cherché à rompre avec son passé colonial et à commencer à s'insérer dans l'économie mondiale, entraînant une dépendance à l'exportation de produits primaires, soient le quinquina, le tabac, l'indigotier, le coton et le café. Aujourd'hui ils continuent d'être primaires, mais ce sont le pétrole, le charbon, le ferronickel et dernièrement le café qui constituent les principales exportations. En 1863, les libéraux radicaux montent au pouvoir et rédigent la constitution du Río Negro. Celle-ci lui donne le nom des « États-Unis de la Colombie » jusqu'à 1886, quand une nouvelle constitution est approuvée avec le nom de République de la Colombie. La Régénération a été un mouvement politique luttant contre l'anarchisme et le chaos des radicaux, dirigé par Rafael Nuñez, fondateur du Parti National. La Constitution de 1886 a mis en place : le nom du pays « République de la

³¹ Ibid, p. 10.

Colombie », les amples pouvoirs présidentiels, la période présidentielle de six ans, la création des départements au lieu des États et le rétablissement des relations avec l'Église Catholique, ce qui entraîna l'exclusion de tous les non catholiques"³².

La Constitution de 1886 fut une opportunité pour diminuer la violence générée par les affrontements entre les centralistes et les fédéralistes, ensuite devenus libéraux et conservateurs. Cependant, une décennie après, la "guerre des mille jours" eut lieu, du 17 octobre 1899 au 21 novembre 1902, dans laquelle le Parti libéral affrontait le gouvernement du Parti National. Celui-ci sera anéanti par l'alliance entre le Parti Conservateur et le libéral Aquileo Parra. Malgré l'accord de paix, la guerre a continué entre les historiques libéraux et les conservateurs. Ce fut une guerre irrégulière entre l'armée nationale bien entraînée (d'abord nationaliste puis conservatrice) et quelques guérillas libérales sans formation militaire ni hiérarchie.

On considère que *la guerre des mille jours* a été la plus grande guerre civile en Colombie, dont le résultat fut la victoire du Parti Conservateur, la dévastation économique de la nation, plus de cent mille morts, la disparition du Parti National. L'état dans lequel le pays est resté après le conflit a offert les conditions nécessaires à la séparation postérieure du Panama, en novembre 1903. Cependant, au fil des six dernières décennies du conflit armé interne, depuis 1958, il y a eu 220 000 personnes assassinées, 25 000 personnes disparues et près de 5 000 000 de déplacés, selon le rapport "Cela suffit, la Colombie : Mémoires de guerre et dignité", produit par le Centre National de Mémoire Historique³³. Les principales causes de la guerre furent la force du changement induite par l'abrogation de la Constitution de Rionegro de 1863, proposée par un modèle fédéral, le centralisme de la Constitution de 1886 et le désir libéral de revenir au pouvoir.

Bien que la carte Constitutionnelle de 1886 ait aidé à soutenir les lents changements économiques maintenus jusqu'à aujourd'hui, elle n'a pas contribué à l'unité nationale. En général, les différentes transformations constitutionnelles tout au long du XIXe siècle se sont centrées sur la création de conditions d'accès et de maintien du pouvoir entre les familles traditionnelles importantes, sans se pencher sur les valeurs qu'il faudrait suivre et défendre en tant que nation.

³² UDISTRITAL, "Historia del siglo XIX", en: <http://www.udistrital.edu.co/universidad/colombia/historia/siglo-XIX/> (consultado el 13 de mayo de 2015)

³³ ELPAIS.COM.CO, "En 54 años, 220 mil personas han muerto por el conflicto armado en Colombia", en: Judicial, El País, 24 de julio de 2013, (consultado el 30 de agosto de 2015)

Les idées communes devraient être prioritaires devant n'importe quelle organisation institutionnelle pour ensuite s'adapter à une forme juridique. De cette façon, la légitimité du pouvoir serait aussi précaire que la construction de l'identité nationale autour de valeurs qui devraient être source d'intégration de la société. En même temps, les élites promouvraient la modernisation des infrastructures et des institutions, non seulement des régions, mais de tout le pays afin d'obtenir un développement économique plus important. De même, un élément commun depuis ces jours jusqu'à l'actualité est le manque d'ordre et de direction sur la scène interne et le manque de grandes avancées dans le contexte extérieur. Ces deux carences sont dues au fait que la gestion des relations extérieures est laissée uniquement aux mains de l'Exécutif³⁴. Cet élément commun représente le plus triste et le plus singulier aspect de l'exercice de la politique extérieure du pays depuis le XIXe siècle jusqu'au XXIe siècle.

Cependant, quelques auteurs considèrent que le *low profile* en matière de politique extérieure, n'est pas le produit d'une stratégie de neutralité comme celle de la Suisse, le Canada ou l'Autriche, mais est le résultat d'un apprentissage historique, comme par exemple lors du démantèlement du département du Panama. L'ex-président Alfonso Lopez Michelsen, en étant ministre des relations extérieures du gouvernement de Carlos Lleras Restrepo (1966-1970), commentait que la Colombie, après la perte du Panama, a ignoré ses compétences et a été dépourvue de tout esprit ambitieux. La Colombie s'est retirée du monde, dans sa coquille, au point qu'Alfonso Lopez l'a même qualifiée de « Tibet de l'Amérique du Sud »³⁵. Le "nanisme auto-imposé" de Bagley ne semble pas être une cicatrice qui puisse disparaître. Le rétablissement colombien exige une opération capable de séparer la mémoire nationale de ses erreurs passées, qui ont incité la Colombie à s'isoler en ne tirant pas le maximum de profits de sa géographie avantageuse.

A la fin de la guerre des mille jours, les partis libéraux et conservateurs se sont mis d'accord pour convoquer les élections de 1903. Le nouveau congrès devait étudier la réforme électorale, le cas du Canal de Panama et la politique monétaire. Cela se produit à l'époque où le général Benjamin Herrera a prononcé sa phrase la plus connue : "la patrie au-dessus des partis". Cependant, malgré la volonté des partis, le 3 novembre de la même année, le Panama s'émancipa. Les hommes politiques de l'époque n'ont pas su défendre les intérêts du pays, ni interpréter l'importance stratégique qu'aurait pour les États-Unis le Canal de Panama. Depuis lors, la coutume est d'obéir aux desseins de la

³⁴ Op Cit., ALVAREZ ZARATE, p. 79

³⁵ LÓPEZ Alfonso, "Grandeza y decadencia de las relaciones internacionales de Colombia", Conferencia, Corporación Foro Regional, Medellín, 1981.

grande puissance. L'ingénuité avec laquelle les dirigeants colombiens ont manié cette relation avec les États-Unis, a mené le gouvernement de Bogota à donner son accord aux troupes nord-américaines pour qu'elles gardent la route du chemin de fer qui croisait le département du Panama. Ce département serait le dernier champ de bataille de la "guerre des mille jours".

La perte du département du Panama peut se représenter comme une trahison fraternelle. Les États-Unis, le meilleur ami, le père, l'exemple, l'allié, en utilisant sa capacité d'influence et en profitant de l'ingénuité, de maladresse, du manque de préparation colombien, et de l'engagement et de la loyauté d'une partie des dirigeants colombiens, a mis à profit le pire moment de l'histoire nationale colombienne, pour appuyer les séparatistes et pour créer un nouveau pays dont les dirigeants soient proches de ses intérêts. La proximité du Panama avec les États-Unis se retrouve jusqu'à son drapeau national qui a été configuré comme une prolongation des couleurs et des étoiles nord-américaine.

Bien que la perte du Panama ait été due en grand partie à la myopie imposée par un centralisme exacerbé, qui a tout au long de l'histoire de la Colombie posé des barrières pour le développement régional et a construit un modèle incestueux où toutes les règles sont imposées depuis le gouvernement central pour être appliquée sans modification, et ce jusque dans les zones les plus reculées du pays, on a préféré insister sur la trahison des États-Unis que sur cette faille institutionnelle. Cela se traduit par une frustration et une crainte révérencielle de la Colombie envers les États-Unis, ces sentiments sont restés si enracinés dans l'imaginaire collectif que l'on n'a pas pu les surpasser. La mise en scène a été si bien réussie, que le "nanisme auto-imposé" inventé par le nord-américain Bagley a dessiné une construction nationale peureuse et pusillanime, qui a permis la permanence de la concentration des pouvoirs, de la « diplomatie de poche », et qui a dissipé pour le monde l'existence, l'importance et le potentiel de la Colombie.

Bien que la dignité nationale soit au plus mal, la recherche d'un retour aux relations bilatérales avec les États-Unis ne s'est pas fait attendre. Cependant, l'éclatement de la première guerre Mondiale en juillet 1914, où la Colombie s'est déclarée neutre, a permis l'exploitation nord-américaine de la platine dans le département du Choco, et une fois terminée la guerre, lorsque les pourparlers autour d'un accord au sujet du Panama ont repris, il a été demandé à la Colombie de garantir les droits acquis par les entreprises pétrolières nord-américaines. Malgré le fait que la Cour Suprême de Justice avait déclaré le décret du pétrole inconstitutionnel, les États-Unis ont réussi à appuyer l'expédition de la Loi 120 de 1919, avec laquelle ses intérêts sont restés défendus.

Durant le gouvernement de Marco Fidel Suarez, une indemnisation pour l'appui nord-américain à l'indépendance panaméenne de 25 millions de dollars a été perçue, de plus, en matière de politique extérieure, Suarez a énoncé la doctrine du réalisme conservateur, du « *Respice Pollum* », qui signifie « regarder l'étoile polaire », regarder vers les États-Unis, en l'assumant comme son allié naturel et leader de l'hémisphère.

Le nouvel ordre pour la Colombie serait dirigé par deux dogmes: l'« Étoile polaire » et le dogme proposé par la doctrine sociale pontificale du *Rerum Novarum*, une ordonnance catholique avec un accent conservateur qui définirait le progrès capitaliste pour le reste du siècle³⁶. Suarez a ratifié le Traité Urrutia-Thompson qui permet l'intervention nord-américaine en Colombie, l'arrivée de ses multinationales minières et bananières et l'accompagnement militaire des États-Unis dans la zone proche du Panama pour sauvegarder ses intérêts. Lorsque Suarez pris conscience qu'une part du congrès colombien était contre lui, il renonça à sa charge comme président et laissa à son successeur le soin de conclure cette sale affaire³⁷. Des 25 millions de dollars de l'indemnisation, il a été connu seulement qu'ils ont généré une grande inflation, peu de projets infrastructurels et de développement social mais une retraite dorée pour l'ex-président Suarez.

En plus de l'indemnisation du Panama, des multinationales et des missions techniques nord-américaines sont intervenues pour moderniser la Colombie (modernisation de l'État, création de l'Inspection des Finances « *Contraloria* », ministères des forces armées, d'éducation, de santé, banque centrale entre autres). Cependant, l'intervention sans assimilation a fini par être une imposition, qui continue à être encore distante des solutions dont la Colombie a besoin pour se développer en tant que nation. En ne permettant pas une participation et une discussion politique des dépositaires de la souveraineté, ils ont défini, derrière le dos de la population, des notions d'"intérêt public" au nom de la "raison" et la rationalité "technique". Encore aujourd'hui, on y fait appel pour centraliser des décisions impopulaires et coûteuses socialement et pour légitimer la distribution du pouvoir économique et social³⁸.

Malheureusement, les libéraux ne furent pas différents de leurs prédécesseurs conservateurs. Aucun des deux partis qui se sont élevés avec le pouvoir, le parti libéral d'Ezequiel Rojas en 1848 et le parti conservateur de Mariano Ospina Rodriguez en 1849, n'ont proposé des changements de fond. Par conséquent, la lutte pour le pouvoir se termina au milieu du siècle avec la violence partisane qui suivit la mort du chef Jorge Eliecer Gaitan en 1948. Cependant, en termes de politique extérieure, il faut souligner un autre épisode malheureux relatif à la perte de terres pendant la guerre entre la

³⁶ PALACIOS Marco, « *Entre la legitimidad y la violencia, Colombia 1875-1994* », Editorial Nova, Bogotá, 1995, p. 18.

³⁷ Op Cit, BUSHNELL, p. 229.

³⁸ Op Cit, ALVAREZ, p. 90

Colombie et le Pérou pour le territoire de Tarapacá, placé à la frontière amazonienne entre les deux nations. En 1932, sous le gouvernement d'Enrique Olaya Herrera, un affrontement a été réalisé contre le Pérou pour des terres proches de la rivière Putumayo et de la ville colombienne Leticia. L'interprétation d'une carte réelle de 1802 avait donné lieu à la confrontation qui a signifié pour la Colombie gagner la guerre, mais céder le territoire en conflit.

De même, l'histoire la plus récente rappelle la perte de 75 000 km² d'eau marine et sous-marine qui faisait partie de la zone économique exclusive de la Colombie dans les Caraïbes, en face du département colombien San Andrés. Celui-ci a été impliqué dans une dispute avec le Nicaragua, malgré le traité Esguerra-Barcenas, entre les deux nations, et les principes de droit international "*pacta sunt servanda*" et "*uti possidetis iuris*". Bien que la Colombie ait toujours cru que le méridien 82 correspondait à la limite d'un commun accord avec le Nicaragua, cette délimitation a été demandée par le pays de l'Amérique centrale auprès le Tribunal de Justice de la Haye. Durant deux décennies, cette péripétie a fait transparaître que la Colombie ne pouvait pas perdre. Cependant, tandis que la Colombie envoyait défilet tous les deux ans des équipes d'internationalistes et d'avocats spécialisés en droit international, payant de grandes sommes d'argent, le Nicaragua maintenait le même spécialiste. La délimitation que la Colombie a fait voir comme commune n'a jamais été claire. Par conséquent, la sanction récente de la Cour Internationale de Justice a déterminé la perte de cette étendue importante de la mer des Caraïbes.

La récurrence de pertes territoriales dans l'histoire de la Colombie met en évidence un manque d'intérêt de la part de ses dirigeants pour mettre en place des relations internationales contribuant à son développement. De même, il est malheureux de reconnaître qu'il n'a pas été construit un programme solide permettant d'avancer progressivement vers un impact positif sur la scène internationale. Au contraire, il a été nécessaire que des missions techniques ou théories étrangères s'appliquent, sans adaptation, à un contexte qui n'obtient pas de résultats satisfaisants en termes de politique extérieure. Une partie de l'objectif de cette recherche est de contribuer à l'analyse de la politique extérieure colombienne, depuis un regard théorique et historique, tout en comparant quelques contextes qui pourraient être plus assimilables à la Colombie.

« La Colombie, dans son processus de construction en tant qu'État-nation, a été caractérisée au fil du temps par la tension de facteurs internes et externes, telle la création d'institutions pauvrement supportées dans la légitimité et le gouvernabilité;

chez des leaders et des partis qui formulent des initiatives particulières lointaines de l'intérêt général; les conflits qui au lieu de fortifier la démocratie et le débat sur les projets et les intérêts nationaux, ont créé des pays irréconciliables, en plus de la perte d'une autonomie économique qui a débouché sur le manque d'indépendance en matière de politique extérieure, tout cela au détriment de la consolidation d'intérêts nationaux capables de servir comme carte de navigation aux générations futures (...) Alfonso Lopez Pumarejo (1934-1938, 1942-1945), père du président, Alfonso Lopez Michelsen (1974-1978), le remarquera bien : la position politique d'un pays doit passer de n'incommoder personne, observer, se taire et garder son fair-play, à l'action et au leadership régional (...) la cohésion sociale et l'autodétermination intellectuelle sont nécessaires à la formation d'une conscience claire sur les intérêts nationaux défendables internationalement à un moment donné »³⁹.

Un facteur déterminant pour consolider la projection de la Colombie à l'international est directement lié avec la capacité de la Colombie à lier des éléments fondamentaux dans le but de déterminer son identité. Le processus de construction de l'idée de Nation dans un contexte, comme celui de ce pays, représentant tant de diversité et d'inégalité, possédant tant de différences régionales, sociales, culturelles ou économiques, implique d'une forme fondamentale l'intervention de l'État afin d'orienter les lignes directrices qui évoquent des éléments communs dans la construction d'une idée d'identité. Les grandes civilisations de l'histoire ont construit leur identité en intervenant dès leur création. Par exemple, les Grecs depuis *Illiade* et *l'Odyssee*, attribuées à Homère, ont construit, à partir du mythe, une partie de leur identité malgré les différences. Dans l'Empire Romain, *l'Eneide*, écrite par Virgile au Ier siècle avant J.C, a cherché à projeter une image glorieuse de Rome en lui octroyant une origine mythique et en consolidant une image qui permettait à ses citoyens de se sentir tel un seul peuple, malgré l'étendue énorme de l'empire et de ses différences évidentes. Il ne resterait que le passage du temps pour que les dirigeants du pays comprennent l'importance de la consolidation d'une nation colombienne, en reconnaissant les paramètres qui contribuent davantage à la construction de l'identité nationale.

Les études des relations internationales en Colombie

L'analyse historique des relations internationales de la Colombie est certes fondamentale pour considérer une prise de décisions qui privilégieraient les intérêts nationaux, il reste déterminant de reconnaître que depuis l'académie, l'étude des relations internationales pourrait offrir des éclaircissements par rapport au meilleur

³⁹ Op Cit, ALVAREZ, p. 12.

modèle pour interagir dans le système international. Il vaut la peine de mentionner que l'étude des relations internationales en Colombie est récente. Cependant, les groupes de recherche dédiés à divers aspects de l'« international » ont augmenté.

En 2007, par exemple, 40 % des 49 groupes de recherche liés à des thèmes internationaux, distribués parmi 30 universités du pays et travaillant dans les domaines du droit, de l'économie, du commerce et la politique internationale, ont été reconnus par *Colciencias*⁴⁰ faisant partie des catégories A ou B⁴¹. Malgré cela, nous pouvons aussi mentionner que son étude, par rapport à d'autres thèmes des sciences sociales, continue d'être réduite. Une explication possible peut être liée au fait que le conflit armé et ses différents abordages continuent d'avoir une importance significative, et ce même dans les études académiques.

D'autre part, la constitution de 1991 a orienté depuis son préambule l'engagement « ... avec l'intégration de la communauté latino-américaine »⁴² et par la suite a offert les bases nécessaires au début d'une politique commerciale plus encline au processus de globalisation économique. Cependant, encore aujourd'hui, l'ouverture politique, économique et académique, entre autres, concernant les sujets internationaux reste limitée. De même, la politique extérieure colombienne continue d'être fermée à certaines entités académiques et aux bureaux publics compétents. Cette situation propose une différence notable avec d'autres pays de la région comme le Mexique, le Brésil ou l'Argentine, qui ont disposé d'une ouverture plus grande, facilitant un accompagnement par l'académie, les secteurs productifs et les centres d'étude indépendants à la structuration de la politique extérieure de leurs pays dans un cadre d'action globale capable de permettre de meilleurs résultats au moment de prendre des décisions de politique extérieure.

De nouveaux programmes ont certes été créés, tournés vers l'étude des relations internationales, mais ils étaient spécialement dirigés vers des sujets économiques dans le cadre de l'interdisciplinarité qui représente actuellement un élément déterminant parmi les domaines d'étude. Cependant, il y a très peu de textes, de forums ou d'articles qui sont produits sur ce sujet. Il n'y a pas assez d'analyses des relations avec les États-Unis, alors qu'ils sont l'associé le plus proche de la Colombie, malgré une relation

⁴⁰ Colciencias, l'entité publique colombienne chargée d'orienter la recherche en science et technologie dans la Colombie. Voir: www.colciencias.gov.co.

⁴¹ BORDA Sandra, *El estado de los estudios internacionales en Colombia*, Colciencias, Bogotá, 2007, p. 35

⁴² Constitución Política de Colombia, *Preámbulo*, Bogotá, 1991.

tortueuse bilatérale. La production de documents liés au géant américain est faible, mais celle sur d'autres régions est encore plus basse. C'est peut-être au sujet du Venezuela qu'il a été le plus écrit ces dernières années. Cependant, Pardo et Tokatlian font référence au "manque de résumés bibliographiques et de comptes-rendus sur le sujet. Les sources qui peuvent être utilisées sont les mémoires de chanceliers, de présidents et de personnalités clés dans la conception de la politique extérieure colombienne. Il prédomine comme point de référence de la politique internationale du pays l'analyse de divers aspects de ses relations avec les États-Unis".⁴³

Selon le commentaire d'Alvarez, "les études de politique extérieure dans notre pays se sont centrées sur des facteurs différents de celui de l'intérêt national. Dans la majorité des cas, ils décrivent seulement des situations, ou les expliquent en spéculant après des faits qui se sont déjà passés, sans prendre en compte la question centrale sur comment l'intérêt national se trouve affecté, ou le processus de formation de celui-ci, pour obtenir les consensus nécessaires au niveau interne qui permettent de mettre en application la politique tracée, ou de la critiquer, et de politiquement contrôler de manière efficace le travail et les décisions de l'Exécutif d'importance internationale"⁴⁴. En tout cas, les relations économiques internationales du pays ont pris de l'ampleur et se sont considérablement intensifiées ces cinquante dernières années, d'où l'impératif pour le pays de développer une politique extérieure"⁴⁵.

De même, ils n'existent pas de produits académiques qui possèdent la force suffisante pour projeter les relations potentielles sur des contextes comme les BRICS, le G20 ou l'environnement, et qui assument des positions à l'égard de la dynamique des transformations politiques, sociales et religieuses sur le Moyen Orient, entre autres. Ce manque de productions académiques à l'égard des relations internationales et particulièrement à l'égard de la politique extérieure colombienne, représente une motivation évidente pour avancer dans le développement du présent document, en espérant qu'il contribue à l'analyse des sujets reliés aux futures interactions du XXI^e siècle entre la Colombie et d'autres États.

⁴³ PARDO Rodrigo, *Política exterior colombiana: de la subordinación a la autonomía*, Ed. Tercer Mundo, Bogotá, 1989, p. 89

⁴⁴ Op Cit, ALVAREZ, 2003, p.20

⁴⁵ TIRADO Alvaro, "*Nueva historia de Colombia*", Vol. III, "las relaciones internacionales", Bogotá, Ed. Planeta, 1989, p.p. 5-6.

L'organisation du document

Ce document est divisé en six chapitres et des conclusions, le premier chapitre constituant une approche théorique des relations internationales, tout en reconnaissant la difficulté d'encadrer dans une seule de ces théories la complexité des relations entre les différents acteurs des relations internationales du pays. Depuis ces théories, nous chercherons à lier la gestion de la politique extérieure colombienne avec son interaction avec d'autres États et acteurs internationaux. La théorie de l'action rationnelle est considérée déterminante pour une compréhension de la prise de décisions en politique extérieure du cas d'étude de ce document.

Le deuxième chapitre s'initiera avec un bref historique, liant le processus de construction à la lumière de l'invitation de différents présidents colombiens, avec des experts internationaux pour être à la tête de missions d'assessorat dans divers sujets d'intérêt national. Ces missions ont étudié des sujets relatifs à l'infrastructure institutionnelle, à la création de la Banque centrale, à l'unification, au monopole de l'émission de l'argent et à la fondation d'entités comme l'Inspection des Finances, parmi d'autres.

De la même manière, elles ont analysé et offert des propositions sur des thématiques agraires et liées au travail, au développement économique et l'administration publique entre autres. Le deuxième chapitre est la présentation du contexte historique, particulièrement celui du 20ème siècle, qui représente en partie la dynamique politique de la Colombie et son intérêt pour reconnaître que, en faisant ce qui se fait dans le monde il est meilleur que ce qu'on pourrait produire dans le pays, De nouveau, grâce à une attitude récurrente de fermer les yeux face au pays pour recevoir la production des autres, sans adapter, ni reconnaître l'idiosyncrasie colombienne, un "nanisme auto-imposé" qui semble ne pas avoir de fin.

Dans le chapitre suivant, nous nous intéresserons à la gestion des relations internationales de la Colombie à la lumière des présidences de Virgilio Barco (1986-1990), Cesar Gaviria (1990-1994), Ernesto Samper (1994-1998), Andres Pastrana (1998-2002), Alvaro Uribe (2002-2006 et 2006-2010) et des Juan Manuel Santos (2010-2014 et 2014-2018). Il faut noter que ce document de recherche pointe son intérêt sur le contexte antérieur et postérieur à la Constitution de 1991, bien qu'il reconnaisse avec importance ce qui a été mis en place à travers certaines lignes

directrices économiques formulées par des missions internationales mentionnées dans le chapitre précédent.

De même, nous chercherons à regrouper l'analyse des événements internationaux entre la Colombie et l'Union Européenne, les États-Unis et l'Amérique latine, en cherchant à identifier quelques traits d'analyse qui peuvent être nouvellement repris dans les conclusions et qui offrent un panorama proche de la projection internationale de la Colombie. Certes, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie possèdent une importance grandissante dans le Ministère des Affaires étrangères (MRE) de la Colombie mais ils continuent d'être étudiés sommairement depuis un bureau qui intègre le suivi des trois continents, comme s'ils avaient tant de sujets communs qu'ils pourraient être regroupés dans le même objet d'étude.

Dans le quatrième chapitre, sera faite une reconnaissance au système présidentiel colombien, en proposant un court débat entre le "présidentialisme" et le système « présidentiel ». Nous chercherons à cerner l'impact qu'a eu la concentration des pouvoirs chez l'exécutif sur la politique extérieure, en faisant une brève comparaison avec ce qui a été mis en place suite à la Constitution de 1886 et celle en vigueur de 1991. Puis, les motifs présidentiels qui déterminent les décisions des diplomates en Colombie seront étudiés et une analyse de la relation entre le clientélisme et le présidentialisme sera faite.

Le cinquième chapitre reconnaît que, bien que ce soit le président qui prenne spécialement les décisions de politique extérieure à travers le MRE, il y a des entités qui ont comme vocation d'influer sur les décisions de politique extérieure, à partir des pouvoirs que la loi leur octroie et jusqu'à différentes conjonctures qui ont attribué une importance particulière à leurs diverses thématiques. Ensuite, nous mentionnerons le rôle du Ministère de la Défense et le thème de la sécurité, tel le rôle que joue la Commission Conseillère en Relations Internationales et la Commission II du Congrès, chargée de faire le suivi et l'accompagnement des relations internationales du pays.

Le sixième chapitre présentera quelques expériences réalisées dans d'autres pays dont les résultats significatifs pourraient être comparables et applicables en Colombie. Il commencera avec l'impact pour le Chili de posséder un ministère qui accomplit les fonctions de Relations Extérieures et de Commerce, Industrie et Tourisme. Puis, il considérera la gestion de la politique extérieure du Brésil et reconnaîtra le rôle de la

figure du Président dans cet État. Par la suite, il sera fait quelques commentaires sur l'image que la Colombie projette vers l'extérieur.

Finalement, dans les conclusions, on reconnaîtra la paradiplomatie comme un modèle qui peut diminuer l'impact des décisions du président sur la politique extérieure et qui permet aux régions de rattraper le retard produit par le centralisme et la globalisation. Nous mentionnerons brièvement comment la paradiplomatie fonctionne au Brésil, au Mexique, en Argentine et au Chili. Nous suggérerons quelques facteurs à considérer pour améliorer les nominations de diplomates en Colombie. De plus, quelques éléments seront proposés pour tirer un meilleur profit des Traités de Libre Commerce signés par le pays, en pensant à la nécessité de réaliser quelques ajustements, qui contribueraient à leur tour à la transformation de l'image de la Colombie à l'extérieur. Dans une partie de la conclusion, nous présenterons une série d'idées, surgies au fil de la recherche et qui semblent importantes au moment de synthétiser les résultats finaux de la recherche.

De plus, nous chercherons à vérifier notre hypothèse en tenant en compte des outils mixtes entre le qualitatif et le quantitatif. Nous ferons différentes analyses descriptives de l'histoire récente du pays et nous la compléterons avec des enquêtes de jeunes étudiants universitaires et des interviews de ministres, de vice-ministres et de quelques ex-fonctionnaires de la carrière diplomatique qui ont atteint les postes d'ambassadeurs.

Dans les cinq dernières années, des événements peu prédictibles ont eut lieu en Colombie et dans le monde, ce qui représente pour ce document une impossibilité à réussir à comprendre ces phénomènes. Cependant, bien que pour l'auteur le contexte actuel des négociations à Cuba avec les FARC qui se dirigent vers un accord de paix, représente un événement d'une extrême importance, ayant le pouvoir de modifier amplement le futur de la politique extérieure du pays, ce sujet en particulier ne sera pas un objet d'étude de cette recherche. Par conséquent, sentence contre la Colombie de la Cour Internationale de Justice de la Haye au sujet des eaux maritimes accordées au Nicaragua et quelques autres sujets ne seront pas traités non plus, malgré leur importance et leur lien direct avec ce document.

D'autre part, bien qu'au commencement de la recherche, son sujet central était lié à l'importance de la politique extérieure colombienne et sa nécessité d'être formulée en marge des intérêts personnels du président, nous reconnaitrons tout au long du document que la politique extérieure est seulement l'un des nombreux problèmes dont

la Colombie a besoin de résoudre, sans ignorer entre autres l'importance de sujets comme la construction de la nation, l'agrandissement des opportunités pour les Colombiens, la bonne gestion des gouvernants, l'importance de voir le monde d'une manière différente dans le contexte de la globalisation, la nécessité urgente de finir avec la corruption et d'offrir, à travers de hauts fonctionnaires, des exemples qui continueraient à transformer l'image interne et externe du pays.

Tout au long du document, notre hypothèse cherche à démontrer que :

Dans la mesure où le système présidentiel qui est exercé en Colombie octroie un caractère discrétionnaire au Président, en particulier dans la gestion de la politique extérieure et spécialement dans les nominations des fonctionnaires diplomatiques, les efforts visant à sélectionner le corps diplomatique possédant les études adéquates, à juger leurs services et à améliorer les compétences dans leur exercice, ils ne fourniront pas les résultats qu'on attendrait si la formulation de la politique extérieure de la Colombie ne se limitait pas aux événements conjoncturels, mais plutôt à se construire tout en tenant compte du profit maximum que les Colombiens pourraient en recevoir.

Réflexions finales et suggestions

Dans ce résumé, les éléments qui ont introduit le débat historique et les principes qui ont représenté les réflexions finales et les suggestions de ce processus d'étude sont considérés pertinentes. Pour commencer, il sera présenté une partie des conclusions qui ont surgi après de cette recherche.

Dans la première partie des conclusions, la paradiplomatie a été mentionnée comme un phénomène croissant qui a permis aux régions de développer leur potentiel en vue d'être plus visibles dans le contexte de la mondialisation. La paradiplomatie est la diplomatie avec laquelle les régions cherchent à se vendre au monde en donnant le meilleur d'elles-mêmes pour augmenter les conditions de prospérité pour leurs habitants. La paradiplomatie, est un jeu parallèle à la diplomatie centrale. Elle complète et fortifie les possibilités d'obtenir des bénéfices de la mondialisation en rattachant même des concepts comme la *glocalisation*, entendue comme la reconnaissance des éléments locaux qui peuvent être encadrés aussi dans le contexte global.

Les bons résultats de la paradiplomatie sont en grande partie dus à la bonne gestion des fonctionnaires régionaux, qui ont su montrer au monde les meilleures offres de leurs régions. À partir de l'expérience de la paradiplomatie en Argentine, au Chili et au Mexique, la Colombie peut en tirer des leçons importantes. Le développement de stratégies régionales a permis de mieux affronter la mondialisation, aussi, ce mouvement de décentralisation devrait être primordial dans les politiques internationales futures. En effet, l'autonomisation du rôle des régions, pourrait diminuer en partie l'impact des décisions de l'exécutif, connu pour son caractère bureaucratique et clientéliste, et ainsi permettre des décisions plus proches des capacités et des nécessités locales.

D'une surface totale de 2.070.408 kms², répartis dans une aire continentale de 1.141.748 kms² et une aire maritime de 928.660 kms², la Colombie est divisée administrativement en 32 départements, 1096 municipalités, 5 districts et 20 *corregimientos*⁴⁶ départementaux⁴⁷. Cependant, toutes les décisions passent encore par le pouvoir central, aussi celles-ci ne prennent pas souvent en compte les besoins et les potentiels locaux, ce qui engendre des politiques erronées. Du fait de la détermination *bolivarienne* à faire de la Colombie un pays centralisé, et ce dès son origine, à Bogotá se sont concentrés les universités, les entreprises, les hôpitaux, les centres de production et les ressources économiques de toutes les régions, qui sont ensuite réparties selon les besoins et les apports de chaque région. Toute fois, beaucoup de ces régions ne parviennent pas à recevoir leur part des ressources économiques nationales, et ce au point de ne pas même pouvoir payer leurs fonctionnaires.

Cette situation détermine un manque de proportionnalité congénitale dans la mesure où les régions ont créé des niveaux de dépendance difficiles à résoudre, et ce d'autant plus qu'actuellement la mondialisation tend à imposer certains standards, cela entraîne l'oubli des traditions locales, qui sont pourtant la base du travail national et le ciment qui représente l'orgueil d'un peuple et sa capacité de faire face à la globalisation, au libre commerce, et à beaucoup de phénomènes sociaux, politiques, culturels, résultants de l'actuel moment historique.

⁴⁶ En Colombie, on emploie le terme de *corregimiento* pour désigner les populations qui vivent sur un même territoire mais qui ne forment pas de municipalité.

⁴⁷ IGAC, "notas geográficas", en: http://www2.igac.gov.co/ninos/faqs_user/faqs.jsp?id_categoria=2 (consultado el 5 de abril de 2015).

1. Aller à l'encontre d'un centralisme vieux de 200 ans, et qui fortifia les 1096 municipalités tout comme les 32 départements, n'est pas une tâche facile, cependant elle est fondamentale. La voix des régions doit être écoutée. Il ne s'agit pas seulement de permettre juridiquement aux régions de s'exprimer, il est aussi nécessaire de s'engager à consolider les conditions qui permettraient la découverte des potentiels locaux. Il faut également mettre la capacité créatrice des régions à profit au maximum, aussi bien dans le domaine politique et économique que social et culturel. La paradiplomatie peut être un espace, qui associé à la glocalisation peut permettre un développement du pays basé sur ses régions.

Une des solutions aux problèmes colombiens pourrait être l'arrivée d'un leader qui réussirait à avoir en tête la grandeur du territoire, sa diversité, sa complexité ethnique, ses problèmes sociaux, politiques, économiques, sanitaires, d'ordre public, d'infrastructure, de corruptions et écologiques, et qui aurait une interprétation réussie des phénomènes mondiaux. Une autre solution serait d'inciter les régions à se faire leurs propres estimations de leurs capacités et à prendre des décisions à partir de leurs enjeux locaux, elles auraient ainsi plus de possibilités pour faire face à la dynamique de la globalisation. En finir avec la peur des fantômes extérieurs et offrir des biens et des services au monde permettrait à la population colombienne une plus grande prospérité.

2. De la même façon, une formation des fonctionnaires diplomatiques plus rigoureuse (lire des annexes d'interviews aux fonctionnaires de la chancellerie) et la fin des nominations en forme de "retour de faveur" au service des affaires extérieures, pourraient permettre à la Colombie de d'avantage s'imposer sur la scène internationale. Une politique extérieure indépendante, qui soit une politique d'État et pas uniquement conjoncturelle, qui soit dynamique, et faite à partir d'une lecture des événements externes, et non à partir du porte-monnaie et des intérêts du président au pouvoir et qui soit une politique à long terme, permettrait de projeter l'image d'un pays changé, qui a réussi à entendre ses problèmes et à les résoudre avec ses propres outils, sans ignorer les propositions des autres, mais ayant compris que les victimes d'une situation sont les plus indiquées pour des solutions de façon durable. Selon Tamayo,

"la politique extérieure colombienne ne peut pas s'entendre comme une politique d'État pendant les années du Front national (1958-1974), durant lesquels l'exercice du pouvoir s'est partagé entre le parti libéral et conservateur et a été immodérément personnalisé. De la même manière, durant cette période, la politique extérieure colombienne et celle de toutes autres nations du continent s'est trouvée limitée par la conjoncture mondiale, conforme à la doctrine Truman, et en continuant la ligne pro-

nord-américaine héritée de la participation dans la Deuxième Guerre mondiale, les États alliés ont adopté une politique anticommuniste dans le contexte international⁴⁸.

En effet, il faut reconnaître la faible maturité de la formulation de la politique extérieure Colombienne. En considérant les différentes théories de relations internationales, il est possible de reconnaître avec Mattiesen qu'en Colombie il est possible d'avoir une approche systémique, socio-centrique et État-centrique⁴⁹.

Il ne semble pas simple de classer la politique extérieure colombienne des dernières années dans une seule une catégorie. Pour Ernesto Samper, celle-ci est avant tout interdépendante, alors que Andres Pastrana la qualifie d'idéaliste, elle contrasterait ainsi avec le réalisme d'Uribe, et enfin une approche systémique donnerait les réponses théoriques à la compréhension de la politique extérieure de Santos.

Malgré cela, le postmodernisme a offert une ouverture théorique qui parvient à inclure plusieurs des événements de la politique extérieure colombienne récente. Depuis le postmodernisme, l'autonomie en matière de politique extérieure un des plus grand objectif, définie par Pardo et Tokatlian comme :

« La capacité d'un acteur social à maximiser son pouvoir de négociation réel ou potentiel vis à vis d'un autre acteur social dans un une aire ou une thématique spécifique, en assumant quatre conditions : la possession d'attributs déterminés du pouvoir dans une aire (s) thématique (s); l'existence d'intérêts dans un conflit entre les deux acteurs; la manifestation d'une volonté concrétise pour exercer cette capacité; et la reconnaissance consciente des risques enveloppés de l'effort pour augmenter son pouvoir décisionnel le plus indépendant »⁵⁰

D'après Pierre Gilhode,

l « se demander si un pays comme la Colombie - le troisième de l'Amérique latine par le nombre d'habitants, après le Brésil et le Mexique, peut développer une politique extérieure, c'est se demander si Bogotá répond aux exigences du

⁴⁸ TAMAYO Rafael, *“Relaciones internacionales en contexto”*, EAFIT, Medellín, 2009, p.100.

⁴⁹ MATTHIESEN Tatiana, *“Cuál es la teoría más adecuada para explicar las relaciones Colombia-Estados Unidos entre 1986 y 1994?”*, Colombia Internacional, Bogotá, No 45, enero-abril de 1999, p. 43.

⁵⁰ PARDO Rodrigo, GABRIEL Tokatlian, *“política exterior colombiana: de la subordinación a la autonomía?”*, Bogotá, Tercer mundo Editores, 1994

monde extérieur ou si le pays peut, ayant défini ses priorités comme nation et comme État, adopter une action propre, avec une pleine autonomie »⁵¹.

Cependant, parler d'une autonomie pour le cas colombien, nécessite d'aborder le concept d'autonomie ambiguë⁵², dans la mesure où se fait une approche moins orthodoxe de la notion traditionnelle d'autonomie, en reconnaissant que des visions différentes de l'autonomie existent, non seulement pour la Colombie, mais aussi pour une grande partie des acteurs de droit international, être pensé autonomes, les détermine presque comme indépendants et dans l'actuelle dynamique mondiale, peut-être qu'aucun État n'est suffisamment indépendant, et ce dans tous les domaines.

Pour citer à nouveau Gilhodes :

« (...) dans le fond, on peut dire qu'actuellement les colombiens savent ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas être. Ils refusent de voir leur pays associé de manière permanente à l'idée du trafic de stupéfiants. Leur pays n'est ni un « narco-État » et ils ne sont pas un « narco-peuple ». Plus que n'importe qui, ce sont eux ceux qui paient avec leurs vies le prix d'une difficile lutte qui les dépasse. Il faut reconnaître que les stéréotypes sur ce pays qui circulent dans le monde sont déprimants. Tout existe, comme dans n'importe quelle partie du monde, mais le trafic de drogue ne résume pas la vie du pays. (...) Dans de nombreux domaines les Colombiens ont beaucoup à faire pour se faire connaître du monde, et beaucoup à apprendre et attendre de lui. C'est une tâche nationale qui va au-delà de tel ou autre gouvernement, parce qu'il ne s'agit pas d'attendre un miracle mais de faire des efforts durables. L'insertion croissante de la Colombie dans le monde est irréversible. Pourvu que s'effacent ses caractéristiques les plus négatives et se développent ses autres moins connues »⁵³.

3. La réflexion sur le système présidentiel en Colombie. Donnée la condition humaine qui tend à augmenter le pouvoir, indépendamment des outils qui s'emploient à le limiter, le présidentielisme en Colombie a réussi à établir une institution aussi solide qu'imperméable, qui a crû dans le temps et qui n'a pas de contrepoids qui permettent un équilibre convenable du pouvoir. Sa capacité d'intervenir aux autres pouvoirs est énorme, et les lignes fines dont on réussit à maintenir le *statu quo* d'impuissance et d'impossibilité de changement ; elles sont déterminées par un système pervers qui permet que chaque pouvoir (exécutif, législatif et judiciaire) ait une capacité si

⁵¹ GILHODES Pierre, "La política exterior de Colombia", en: BLANQUER Jean-Michel, GROS Christian, "Las dos Colombias", Editorial Norma, Bogotá, 2002, p.161.

⁵² ANSELL-PEARSON Keith, "Nietzche on autonomy and morality: the challenge to political theory", en: Political Studies, V. XXXIX, No2, Jun 1991, p. 282. Que había sido citado por ANSELL-PEARSON en la expresión "politics of ambiguity".

⁵³ Op Cit. GILHODES, p. 176.

représentative de nomination que la vigilance des fonctions des quelques uns et d'autres classes du pouvoir, on le trouve attachée à la gratitude pour avoir été nommé, qu'elle empêche complètement, la possibilité indemne d'administrer la branche du pouvoir qui correspond⁵⁴. Cependant, bien que les transformations passent tout près de toutes les branches du pouvoir, il est sur la figure du présidentielisme où le débat présent se concentre. Dans ce sens, le système présidentiel colombien, caractérisé pour de faibles institutions, dans une confrontation permanente et ouverte et une dispute pour la suprématie dans le maniement du pouvoir politique, devrait prendre l'initiative de motiver les ajustements qui permettent un équilibre de pouvoirs, et en particulier, un maniement réussi du service extérieur.

Pendant le XIXe siècle, les rivalités constantes entre le Parti libéral et le conservateur, un produit du manque de définition à propos du modèle centraliste ou fédéraliste qui a fait face à Bolivar et Santander, ferait que chaque fois qu'il arrivait au pouvoir le parti contraire créerait une nouvelle constitution ce qui a fait que la Colombie ait eu huit constitutions à ce siècle, sans qu'aucune de ces constitutions ne représentât d'accord unanime des Colombiens sur les sujets fondamentaux qui étaient vécus par ces jours. Cependant, la constitution de 1886 qui a été en vigueur pendant 105 ans n'a pas été l'exception, mais elle a obtenu l'implantation d'un État autoritaire en renforçant le modèle centraliste, en fortifiant l'église catholique, en limitant le commerce, la liberté personnelle, et en restreignant l'opinion citadine. Par conséquent, les réformes qui ont été commencées au XXe siècle, démontrent la préoccupation pour ouvrir des espaces pour l'inclusion et participation, en fortifiant le régime démocratique en permettant la possibilité de ce que le peuple puisse aussi contrôler les gouvernants élus.

La constitution de 1991, fut plus démocratique. En reconnaissant la souveraineté populaire, elle permet aux délégués du peuple de convoquer l'Assemblée constituante. La Colombie est un état social de droit, puisque la forme de gouvernement est le régime présidentiel dans lequel le centre du pouvoir politique de l'état s'établit chez le président, cependant le président n'est pas le commandement unique de pouvoir, puisqu'il existe un système d'autonomies relatives des branches du pouvoir public. Le Congrès et le président sont choisis par un vote populaire, par conséquent, dispose de l'approbation du peuple colombien, tout en faisant un régime démocratique. Le président a le titre de chef d'État, de chef de gouvernement, chef d'administration publique, chef des forces armées, a aussi la possibilité de nommer ses ministres et des secrétaires pour qu'ils l'accompagnent durant son gouvernement.

⁵⁴ Le cas récent du magistrat Jorge Pretel, ex-président de la Cour constitutionnelle, la dénonciation de la part de quelques législateurs à cause des pressions subies pour finir avec le conseil supérieur de la judicature, ou même l'actuel projet de réforme politique dans la recherche de l'équilibre de pouvoirs, c'est un échantillon déterminant de l'importance de mener à bon terme ces transformations.

Conformément à l'article 190 de la Constitution colombienne

« Le président de la république sera choisi pour une période de quatre ans, par la moitié plus l'un des votes que, d'une manière secrète et directe, les citoyens déposent dans la date et avec les formalités que la loi détermine (...) au cas où aucun des candidats n'obtiendrait de majorité absolue lors du premier tour, on en fera une deuxième trois semaines après et dans laquelle participeront les deux candidats ayant eu le plus grand nombre de votes ; on élira celui qui aura atteint le plus grand nombre de votes.»⁵⁵.

Cesar Gaviria dans un discours devant l'Assemblée Constituante a mentionné les grands désirs ardents que le peuple colombien manifestait :

« Après plus de 200 ans, il est resté clair que la séparation de pouvoirs publics n'est pas garantie suffisante contre les abus, et non plus l'énumération détaillée des facultés de celui qui détient une autorité. Ce qui manque c'est d'attribuer les citoyens et de créer des mécanismes pour que ceux-ci l'exercent de manière pacifique et avec ordre d'une manière directe par des voies institutionnelles à tout moment et à tout lieu.

Cela est précisément ce qui fait une Carte de Droits et de Devoirs comme laquelle nous soumettons à étude de cette Assemblée : déplacer un pouvoir au citoyen commun pour que, quand il sera arbitrairement traité, il ait une issue différente à l'agression, à la protestation incendiée ou à la résignation soumise et aliénante. Ce que nous proposons, et ce qui est correct dans une démocratie, consiste en ce que le citoyen ait recours à un juge, devant le défenseur des Droits de l'homme ou devant la juridiction constitutionnelle en tête par la Cour constitutionnelle. (Gaceta Constitucional número 1, 1991: 17-18) »⁵⁶.

Noam Chomsky, dans la "Le peur à la démocratie" souligne un fragment de l'histoire dans laquelle il reconnaît avec une fermeté suprême l'importance d'autonomiser le peuple, depuis son caractère souverain, pour éviter que l'État exerce dans son encontre d'une manière arbitraire.

« Un État despotique peut contrôler son ennemi interne au moyen de la force, mais quand l'État perd son arme, d'autres dispositifs sont requis pour empêcher

⁵⁵ Constitución Política de Colombia, Artículo 190.

⁵⁶ GUZMAN Alejandro, "Democracia participativa en Colombia: Un sueño veinte años después", en: http://juridicas.ucaldas.edu.co/downloads/Juridicas8%282%29_2.pdf (consultado el 5 de abril de 2015)

que les masses ignorantes interfèrent aux questions publiques, qui ne sont pas son affaire (...) le problème de « mettre le public à son lieu "il a passé à un premier plan avec ce qu'un historien dénomme » le premier grand éclatement de pensée démocratique dans l'histoire » ", la révolution anglaise du XVIIe siècle. Cet éveil de la plèbe en général a suscité le problème de comment contenir la menace. Les idées libertaires des démocrates radicaux ont été considérées offensives par les gens respectables. Ces idées favorisaient une éducation universelle, une aide sanitaire garantie et la démocratisation de la loi qu'il était vu comme menaçant puisqu'elle essayait » de soulever à la plèbe ... contre les hommes de grande valeur du règne afin de les traîner vers des associations et des combinaisons entre les uns et les autres ... contre tous les lords, la bourgeoisie, les ministres, les avocats et les hommes riches et pacifiques (...) redoutables étaient les travailleurs et prédicateurs itinérants qui faisaient des appels en faveur de la liberté et la démocratie. (...) il n'y aura jamais de monde juste tandis qu'eux, chevaliers et messieurs, ils fassent les lois, ceux-ci étant élus par crainte, et ne font que nous opprimer tout en ignorant les maux du peuple»⁵⁷.

La Colombie est un pays constitutionnellement de système présidentiel qui utilise l'image du président de la république. Les fonctions du président sont d'administrer des sujets de relations internationales et de maintenir la sécurité internationale. En plus de cela le président peut mettre en place des accords internationaux chaque fois qu'ils sont approuvés par le congrès.

La Constitution de 1991 propose dans son article 9 que

« (...) les relations extérieures de l'État reposent dans la souveraineté nationale, dans le respect pour l'autodétermination des peuples et dans la reconnaissance des principes du droit international acceptés par la Colombie. De la même manière, la politique extérieure de la Colombie s'orientera vers l'intégration latino-américaine et des Caraïbes »⁵⁸

Dans l'article 189 : "Il Correspond au Président de la République comme Chef d'État, Chef de Gouvernement et comme Autorité Suprême Administrative :

1. Nommer et séparer librement les Ministres du Bureau et les Directeurs de Départements Administratifs.
2. Diriger les relations internationales. Nommer les agents diplomatiques et consulaires ; recevoir les agents respectifs et célébrer avec d'autres États et entités de droit international des traités ou des conventions qui seront soumis à l'approbation du Congrès.

⁵⁷ CHOMSKY Noam, *"El miedo a la democracia"*, Barcelona, 1997, p.342-343.

⁵⁸ Constitución Política de Colombia, 1991, varias ediciones, artículo 9.

3. Diriger la force publique et disposer d'elle comme Commandant Suprême des Forces Armées de la République (...)

4. Pourvoir à la sécurité extérieure de la République, en défendant l'indépendance et l'honneur de la Nation et l'inviolabilité du territoire; déclarer la guerre avec permission du Sénat ou la faire sans telle autorisation pour repousser une agression étrangère; et convenir et ratifier les traités de paix, de tout ce qui se rendra compte immédiat au Congrès (...)

5. Nommer les présidents, des directeurs ou des gérants des établissements publics et nationaux et aux personnes qui doivent assumer des emplois nationaux dont l'approvisionnement n'est pas par concours ou ne correspond pas à d'autres fonctionnaires ou corporations, selon la Constitution ou la loi. En tout cas le Gouvernement a la faculté de nommer et de renvoyer librement ses agents⁵⁹.

En faisant référence de cette façon à la souveraineté nationale, et au droit international selon lequel tous les États doivent se guider.

En Colombie la prise de décisions est orientée sous le modèle politique que régit le pays, c'est-à-dire le modèle présidentiel. Ce système consiste dans la division du pouvoir étatique en trois branches, Exécutive, Législative et Judiciaire, dans lesquelles chacun assume des fonctions spécifiques, mais qui stimulent à la coopération mutuelle, en créant une interdépendance nécessaire pour le fonctionnement efficace de l'État. Le système présidentiel colombien a établi que ce qui est élu président, sera Chef de Gouvernement c'est-à-dire le chargé des objectifs et de la politique interne du pays, et Chef d'État en même temps, c'est-à-dire celui qui représente la souveraineté du pays dans l'extérieur et par-là même il est chargé de la prise des décisions en ce qui concerne la politique extérieure du pays.

I. le Président comme chef d'État

Le système présidentiel Colombien lui donne la faculté de Chef d'État, par ce que l'on se considère comme la représentation de la souveraineté internationale ; il a le pouvoir dans la prise de décisions en ce qui concerne la politique externe du pays. Cependant, il est évalué non seulement par ceux qui font partie du gouvernement colombien mais par des spécialistes en affaires politiques. C'est de la sorte qu'on a établi certains critères à partir desquels est évaluée l'implantation de la politique extérieure comme l'écrivain Barrilleaux Ryan J. le

⁵⁹ Ibid, artículo 189

propose. Des aspects qui n'évaluent pas seulement le président et ses décisions mais aussi le processus et l'effectivité qu'ont ces décisions.

L'auteur dans le livre "*The Presidency and Policy Making Public*" mentionne ces critères par lesquels les rôles des présidents doivent être évalués au moment de prendre des décisions en ce qui concerne la politique extérieure ; l'un des aspects les plus importants consiste en ce que le président, lorsqu'il doit agir, doit avoir dans un espace la direction de la politique qu'il va réaliser et le dessin de la même, pour que, à l'heure de résoudre les problèmes qui touchent au pays, il soit capable de le manier de la meilleure manière ; en plus de cela l'organisation du programme que le président effectue est essentielle pour obtenir de bons résultats, car il s'agit d'un critère dont il faut aussi tenir en compte pour évaluer le travail présidentiel.

II. Le président comme chef de gouvernement

Le modèle présidentiel non seulement intronise le président comme Chef d'État, en lui donnant la faculté de décision en face de la politique extérieure du pays de manière indépendante mais de plus il l'intronise comme Chef de Gouvernement, et il doit, de ce fait, agir selon les nécessités de la nation comme telle, et ainsi pouvoir atteindre les objectifs qu'il propose pour le pays lui-même. C'est donc ainsi que les décisions qu'il prend à un niveau externe doivent strictement être prises à partir de la politique interne car celle-ci aura des répercussions sur elle-même et d'une manière directe sur la population.

Un élément additionnel pour la discussion correspond à l'une des sentences les plus déterminantes, tranchantes et étudiées par Thoreau, dans son "Essai de la désobéissance civile" où il commence par dire :

" De grand coeur, j'accepte la devise : « Le gouvernement le meilleur est celui qui gouverne le moins » et j'aimerais la voir suivie de manière plus rapide et plus systématique. Poussée à fond, elle se ramène à ceci auquel je crois également : « que le gouvernement le meilleur est celui qui ne gouverne pas du tout » et lorsque les hommes y seront préparés, ce sera le genre de gouvernement qu'ils auront. Tout gouvernement n'est au mieux qu'une « utilité » mais la plupart des gouvernements, d'habitude, et tous les gouvernements, parfois, ne se montrent guère utiles. Les nombreuses objections — et elles sont de taille — qu'on avance contre une armée permanente méritent de prévaloir ;

on peut aussi finalement les alléguer contre un gouvernement permanent. L'armée permanente n'est que l'arme d'un gouvernement permanent. Le gouvernement lui-même — simple intermédiaire choisi par les gens pour exécuter leur volonté —, est également susceptible d'être abusé et perverti avant que les gens puissent agir par lui. Témoin en ce moment la guerre du Mexique⁶⁰, œuvre d'un groupe relativement restreint d'individus qui se servent du gouvernement permanent comme d'un outil ; car au départ, jamais les gens n'auraient consenti à cette entreprise"⁶¹.

Thoreau, considéré le père du pacifisme, d'environnementalisme et de l'anarchisme, il lui semble important, comme pour quelques autres auteurs, que l'État limite son agir contre les individus et que l'individu reconnaisse son pouvoir dans la démocratie en agissant légitimement en face aux actes arbitraires de ses gouvernants.

Le système présidentiel bien qu'encadré dans les facultés qui lui ont été octroyées en Colombie, est loin de pouvoir maintenir en équilibre face au pouvoir. L'histoire des gouvernants en Colombie, rappelle toujours comment ses administrations n'ont jamais été déterminantes en ce qui concerne les transformations sociales. De la même façon, cela concerne la politique extérieure. Comme il a été mentionné dans l'introduction et comme on a cherché à vérifier au cours du document présent, l'excès de discrétion qui émane de la Constitution nationale et que le Président reçoit, limite amplement n'importe quel effort pour structurer une politique extérieure qui ne s'accroche pas aux événements de jointure, mais qu'il ait un regard plus holistique qui passe au-dessus des périodes de quatre ans et qui soit projeté sur l'horizon de la dynamique de l'interaction entre les États que la globalisation exige.

Dans la mesure dans laquelle se limitent les facultés présidentielles de nommer les agents du service extérieur, qui s'écartent des mérites et des nécessités urgentes dans la représentation du pays dans d'autres États, il est très probable qu'avec d'autres stratégies, pour améliorer l'image du pays, pour attirer un investissement étranger, pour promouvoir le tourisme d'étrangers en Colombie entre autres, la politique extérieure du

⁶⁰ Estados Unidos le declara la guerra México, con el pretexto de supuestas ofensas por parte de los mexicanos. Se toma Veracruz, usurpa la mitad de su territorio y firma la paz de Guadalupe-Hidalgo. Estuvo promovida básicamente por intereses económicos: el algodón, por una parte; las industrias fabriles del Norte, por otra. Y en el fondo de todo ello, la ampliación de territorios en los que la esclavitud fuera legal, como procedimiento para mantener la economía norteamericana del momento.

⁶¹ ESCALES Vanina, *"Henry David Thoreau: Desobediencia Civil y otros Textos"*, Editorial Utopía Libertaria, s.f., p.41.

pays, il contribue aussi dans l'engrenage du développement et de la prospérité des Colombiens.

4. Pour terminer et pour ouvrir le débat académique, la possibilité de recréer une théorie qui soit assimilée dans ses variables à la théorie "un centre - périphérie", mais qui dans une essence, reconnaît l'importance de la "périphérie" comme une scène propice pour la revendication politique, économique, sociale et culturelle, cette possibilité a surgi comme faisant partie des lectures et des discussions avec différents personnages publics liés avec le sujet des décisions de politique extérieure.

Avant de continuer, on se rappellera que Raul Prebisch et Celso Furtado depuis la CEPAL, dans la période de la guerre froide, ont développé la notion d'une dualité centre - périphérie, qui décrivait l'ordre économique mondial conformé par un centre - industriel - hégémonique qui détermine les relations économiques d'inégalité avec une périphérie agricole subordonnée. Selon cette théorie, la relation inégale entre le centre et la périphérie est le plus grand obstacle pour le développement.

La proposition théorique qui est suggérée dans ces conclusions, reprend l'importance du travail local encadré dans l'environnement global, mais elle identifie pays dénommés « de périphérie » comme les protagonistes de la nouvelle lecture du contexte mondial, en leur octroyant une reconnaissance très significative, étant donné qu'à travers de son auto-connaissance, ils réussissent résoudre les réponses aux questions qui avaient été résolues auparavant par d'autres modèles, par d'autres des pays ou par d'autres académies.

La prémisse fondamentale de cette nouvelle théorie est la translation du centre vers les cultures ancestrales, vers la construction d'un concept de Nation qui en réalité appartient aux États, où, tout en gardant la langue, la religion et les coutumes héritées de la conquête, ils s'assimilent de manière à pouvoir construire depuis le dedans et à ne pas répéter d'une manière sans contexte depuis le dehors.

Tous les peuples dans leur processus d'évolution et de développement, ont parcouru dans l'histoire les chemins qui leur ont permis d'assimiler et de produire ce qui est le

meilleur pour ceux-ci. Aucun scénario n'est demeuré, statique, mais au contraire, toutes les théories sociales avancent vers la complexité, vers des scénarios où l'interaction de variables considèrent de nouveaux chemins et les nouvelles formes qui s'approchent ou repoussent les environnements sociaux, mais qui fonctionneront toujours mieux si une plate-forme commune est construite à l'intérieur de la société, capable d'inclure ce qui n'a jamais été intériorisé du passé, avec le potentiel géographique, culturel, ancestral, depuis les environnements locaux; qui reconnaît le présent avec toutes les nuances que le monde globalisé exige, dans la recherche d'une approche adroite à siècle XXI.

Il est nécessaire alors de faire une lecture des conditions des pays de la périphérie pour les orienter vers le centre et de cette façon, pour apporter les outils nécessaires pour que leur population reçoive aussi les bénéfices que la globalisation propose, dans un scénario de meilleure inclusion, digne et plus conformément aux réussites historiques de la condition humaine.

5. Bien que la politique extérieure des pays puisse ne pas être si proche de la moyenne de ses habitants, il est très probable que pour le cas colombien, il le soit toujours moins. Il faudrait commencer par s'assurer que la politique quotidienne, celle-là du suivi des ressources publics, ou des élections populaires, devrait être plus proche de la moyenne de la population. Cependant, il est certain que l'on ne peut pas parler d'une culture politique suffisamment forte dans le cas colombien. Le 15 juin 2014 on a réalisé le deuxième tour des élections pour le président 2014-2018, malgré le détournement collectif de son attention vers un match de football qui avait lieu, comportement social propre de notre population.

Les astuces des deux plus fortes campagnes dans le pouvoir, détermineraient le destin de la Colombie pour les 4 années suivantes, sans reconnaître que la possibilité d'exercer ses politiques dans le domaine international, doit reposer dans la stabilité interne d'un pays. Avant d'obtenir des positions importantes dans le concert des nations, un produit des accords devrait être entre les acteurs politiques, armés, financiers, productifs, académiques, entre autres. Autrement, le *sans goût*, produit d'un échec sportif, pourrait générer plus de violence que celle qui s'était produite dans le cadre du conflit armé colombien. Comme le disait García Márquez: « Nous avons dans le même cœur la même quantité de rancune politique et d'oubli historique. Une victoire ou un échec sportif peuvent nous coûter tant de morts comme un désastre aérien. Pour la même cause on est une société sentimentale dans laquelle le geste prime sur la réflexion, l'impétuosité sur la raison, la chaleur humaine sur la méfiance »⁶².

⁶² García Gabriel, "Por un país al alcance de los niños", Misión Ciencia Educación y Desarrollo, en: <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-179534> (consultado el 14 de junio de 2014)

Et cette irrationalité profonde qui nous amène à considérer plus de bénéfices dans l'action individuelle que dans la nécessité urgente de consolider des efforts pour obtenir des résultats pour plus de personnes. Non en vain, les deux candidats, celui-là de la guerre et celui-là de la paix ont fait plus d'efforts pour attaquer le prestige de l'autre que d'offrir des propositions viables. Même au seuil des élections, aux heures préalables au commencement de la journée électorale, on continuait d'entendre des critiques contre le concurrent.

Les castes politiques ancrées dans le pouvoir ont récupéré de l'argent seulement pour leurs propres profits. Le malheur produit par celles-ci à la Colombie peut se traduire par la consolidation d'un système pervers où le football de conjoncture peut être plus important que la destin de la paix ou de la guerre, du travail pour les Colombiens ou de la vente du pays aux multinationales et aux groupes économiques étrangers. Le « du pain et des jeux » usuel a augmenté l'inconscience, le manque de respect, ainsi que l'indifférence totale.

L'absence de nouveaux leaders qui ne sont pas les enfants des Gómez, Lara, Galán, Gaviria, Pastrana, les Santos, Lleras, Uribe, Ospina, López ou d'autres qui m'auraient échappé, est l'éternel problème à cause duquel Bolivar et Santander n'ont pas réussi à répandre la liberté, l'égalité et la fraternité. Au contraire, ils ont imposé, sans grandes discussions, des modèles qui perpétuaient le colonialisme parmi les héritiers créoles de l'Espagne; l'envie de tirer le maximum de profits parmi les immigrants juifs séfarades en Antioquia; et pour l'immigrant turco-libanais, le commerce de la terre et du bétail à la fin du XIXe siècle, puis la politique et enfin la parapolitique.

Ceci a mené à la construction d'un pays d'élites régionales, s'affrontant avec le seul intérêt d'exploiter les ressources du pays, en marge de ce qui peut être meilleur pour le pays, mais également activement engagés et préoccupés par le fait de garder leurs privilèges et leurs conquêtes.

6. Nos considérerons que l'hypothèse est vérifiée.

Les dirigeants de l'État colombien doivent réaliser de divers ajustements pour consolider une stratégie de politique extérieure qui promeut la prévalence de la paix et les intérêts de la nation afin d'assurer la prospérité et le développement intégral des Colombiens. Cependant, en tenant en compte l'objectif particulier du présent document correspondant à la nécessité urgente de limiter les fonctions présidentielles liées à la formulation de la politique extérieure et la nomination des fonctionnaires du service extérieur, nous considérons ce qui suit :

Il se doit d'écrire un document qui englobe plusieurs périodes présidentielles, qui se constitue comme une politique d'État dans le cadre de la globalisation, mais également qui fait une lecture méticuleuse du potentiel du pays, de ses possibilités régionales et locales, de son énorme capacité de leadership, de sa situation privilégiée géostratégique, de sa condition inégalable de pays de l'Atlantique, du Pacifique, des Caraïbes, des Andes et de l'Amazonie. Cette formulation conjointe doit convoquer tous les acteurs liés aux relations internationales colombiennes.

Les acteurs qui devraient participer sont le Ministère des Affaires étrangères, la commission consultante des relations internationales, la deuxième commission du congrès, les universités qui étudient des sujets similaires, les ministères qui gèrent des sujets liés aux relations internationales, les représentants des régions locales, les corporations économiques, les organisations nationales et étrangères de la société civile liées aux sujets internationaux et bien entendu, le président de la république.

À partir de la Stratégie Conjointe de Politique Extérieure SCPE, on pourra :

1. Reconnaître avec clarté quels mécanismes de sélection, de formation, et de promotion devraient avoir les fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères. Les nominations seront au mérite, limitées aux fonctionnaires de carrière diplomatique à l'exception de ceux qui correspondent à la nécessité impérieuse de l'exercice spécialisé de quelques fonctions. Cependant, il faut noter que les particularités des pays, avec lesquels il existe des relations diplomatiques, exigent une ouverture additionnelle aux procédures et la disposition standard représentée dans la SCPE.

2. La SCPE élargira les facultés du Ministère des Affaires étrangères pour planifier et coordonner les activités qui permettent de donner davantage de puissance à sa condition directrice de politique extérieure du pays. Bien qu'elles doivent servir les objectifs du président et particulièrement ceux de la nation, elles seront guidées par l'esprit qui a motivé la Stratégie Conjointe de Politique Extérieure Nationale.

3. La SCPE promouvra l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination dans les décisions de Politique Extérieure, sur la base du respect du Droit international et de l'importance de ne pas exercer d'ingérence ni de la permettre. Sera cherché l'exercice de la réciprocité dans les relations internationales, en exerçant dans la relation avec les autres États, proportionnellement au traitement que l'on offre aux Colombiens. Un visa sera demandé aux citoyens nationaux des pays le sollicitant, et ce selon une égalité des procédures.

4. La SCPE déterminera les préséances de la politique extérieure colombienne. La Constitution de 1991 a certes priorisé en particulier les relations de la Colombie avec l'Amérique latine, il y aura une ouverture globale, en reconnaissant l'existence de régions avec lesquelles il y a un grand potentiel en termes de relations internationales.

5. La SCPE proposera les lignes directrices afin de promouvoir l'image du pays et dans lesquelles il sera évident que les représentants de la Colombie en sont les plus grands promoteurs. L'Agence Nationale de la Télévision, comme garant de ce qui se produit et se reproduit en matière de programme télévision, fera un suivi vérifiant que ne se produise plus de séries, romans, films ou documentaires qui promeuvent la mauvaise image du pays, par des producteurs nationaux ou étrangers.

6. La SCPE limitera les décisions présidentielles en ce qui concerne la politique extérieure en diminuant l'impact de la relation présidentielisme-favoritisme. Bien que l'incise 2 de l'article 189 de la Constitution Nationale permette au président de « Diriger les relations internationales. Nommer les agents diplomatiques et consulaires, recevoir les agents respectifs et célébrer avec d'autres États et entités de droit international des traités ou conventions qui se soumettront à l'approbation du Congrès »⁶³, seulement devront être nommés des fonctionnaires n'appartenant pas à la carrière diplomatique quand la nécessité de leur *expertise* sera amplement vérifiée. Autrement, on cherchera à ce que le processus de formation des diplomates soit agrandi vers les nouvelles disciplines qui sont reconnues importantes pour l'exercice efficace de la politique extérieure du pays.

Au moment où la Colombie apprend de son instinct et de son histoire, elle pourra interpréter sa réalité et formuler des politiques qui génèrent "le pays que nous nous sommes refusé" dans le cadre d'une société qui va de l'avant et fait face à la dynamique du monde. Quand ceux qui nous dirigent seront des Colombiens d'essence et d'expérience et non de naissance et de coïncidence, alors nous pourrons configurer des politiques publiques qui conjuguent réellement nos nécessités, nos inquiétudes et nos intérêts dans le temps. Si nous continuons de copier notre entourage et le contexte dans lequel nous sommes sans essayer de les comprendre et de les analyser, nous continuerons de tourner en rond sans direction et sans avenir⁶⁴.

⁶³ Constitución Política de Colombia, Artículo 189, Varias Ediciones.

⁶⁴ ROJAS Héctor, "Made in the world is Better: Las Misiones Económicas en Colombia y Nuestro Descreimiento Ancestral", en: Revista Fac de Ciencias Económicas, Univ Militar Nueva Granada, Vol XV – No. 1, Bogotá, Jun 2007

BIBLIOGRAPHIE

ALVAREZ José, *“El interés nacional en Colombia”*, Ed. Universidad Externado de Colombia, Bogotá, 2003.

ANSELL-PEARSON Keith, *“Nietzche on autonomy and morality: the challenge to political theory”*, en: *Political Studies*, V. XXXIX, No2, Jun 1991.

BAGLEY Bruce, *“Colombia: a case of self-imposed dwarfism”*, en: *Regional Powers in the Caribbean Basin: Mexico, Venezuela, and Colombia*, Paper, Conference RIAL about Center America, San José, 1982.

BORDA Sandra, *“El estado de los estudios internacionales en Colombia”*, Colciencias, Bogotá, 2007.

BUSHNELL David, *“Colombia una nación a pesar de sí misma”*, Ed. Planeta, Bogotá, 2004.

CHOMSKY Noam, *“El miedo a la democracia”*, Barcelona, 1997.

CONSTITUCIÓN POLÍTICA DE COLOMBIA, Varias Ediciones, Bogotá, 1991.

ELPAIS.COM.CO, *“En 54 años, 220 mil personas han muerto por el conflicto armado en Colombia”*, en: *Judicial*, El País, 24 de julio de 2013, (consultado el 30 de agosto de 2015)

ESCALES Vanina, *“Henry David Thoreau: Desobediencia Civil y otros Textos”*, Editorial Utopía Libertaria, s.f.

GARCIA MÁRQUEZ Gabriel, *“Por un país al alcance de los niños”*, en: http://www.scp.com.co/ArchivosSCP/Por_un_pais.pdf (consultado el 23 de junio de 2014)

GILHODES Pierre, “*La política exterior de Colombia*”, en: BLANQUER Jean-Michel, GROS Christian, “*Las dos Colombias*”, Editorial Norma, Bogotá, 2002.

GUZMAN Alejandro, “*Democracia participativa en Colombia: Un sueño veinte años después*”, en: http://juridicas.ucaldas.edu.co/downloads/Juridicas8%282%29_2.pdf (consultado el 5 de abril de 2015)

HETTNET Alfred, “*La Conquista española, la época colonial y la guerra de la independencia*”. *Viajes por los Andes Colombianos*, en: <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/historia/viaand/viaand40.htm> (consultado el 5 de marzo de 2012)

IGAC, “*notas geográficas*”, en: http://www2.igac.gov.co/ninos/faqs_user/faqs.jsp?id_categoria=2 (consultado el 5 de abril de 2015).

JIMENEZ Hernán, “*Entrevista a Malcolm Deas, Profesor Emérito del StAntony'sCollege, Universidad de Oxford, Reino Unido*”, en: http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S2145-132X2014000200016 (consultado el 3 de agosto de 2015)

LA SILLA VACIA, “*Santos nombra de cónsul a un salpicado en el carrusel*” en: <http://lasillavacia.com/node/51068> (consultado el 12 de agosto de 2015).

LAS 2 ORILLAS, “*Galán y Rueda: dos nombramientos político diplomáticos*” en: <http://www.las2orillas.co/galan-rueda-dos-nombramientos-politico-diplomaticos/> (consultado el 12 de agosto de 2015)

LONDOÑO Julio, “*Cuestiones de límites de Colombia*”, Editorial Retina, Bogotá, 1975.

LÓPEZ Alfonso, “*Grandeza y decadencia de las relaciones internacionales de Colombia*”, Conferencia, Corporación Foro Regional, Medellín, 1981.

MATTHIESEN Tatiana, “*Cuál es la teoría más adecuada para explicar las relaciones Colombia-Estados Unidos entre 1986 y 1994?*”, Colombia Internacional, Bogotá, No 45, enero-abril de 1999.

MUÑOZ Heraldo, “*The strategic dependency of the Centers and the Economic Importance of the Latin American Periphery*”, en: Latin American Research Review, 16 (1981), 3.

PALACIOS Marco, “*Entre la legitimidad y la violencia, Colombia 1875-1994*”, Editorial Nova, Bogotá, 1995.

PARDO Rodrigo, GABRIEL Tokatlian, “*política exterior colombiana: de la subordinación a la autonomía?*”, Bogotá, Tercer mundo Editores, 1994

PARDO Rodrigo, *Política exterior colombiana: de la subordinación a la autonomía*, Ed. Tercer Mundo, Bogotá, 1989.

ROJAS Héctor, “*Made in the world is Better: Las Misiones Económicas en Colombia y Nuestro Descreimiento Ancestral*”, en: Revista Fac de Ciencias Económicas, Univ Militar Nueva Granada, Vol XV – No. 1, Bogotá, Jun 2007.

SOACHA Nelson, “*Régimen presidencial en Colombia*”, en: <http://www.escuelagobierno.org/inputs/regimen%20presidencialista.pdf>, (consultado el 3 de abril de 2015).

TAMAYO Rafael, “*Relaciones internacionales en contexto*”, EAFIT, Medellín, 2009.

TIRADO MEJÍA Álvaro, “*Nueva historia de Colombia*”, Vol. III, “las relaciones internacionales”, Bogotá, Ed. Planeta, 1989.

....., “*El Estado y la política en el Siglo XIX*”, El Ancora Editores, Bogotá, 2001.

UDISTRITAL, “*Historia del siglo XIX*”, en:
<http://www.udistrital.edu.co/universidad/colombia/historia/siglo-XIX/> (consultado el
13 de mayo de 2015)

URIBE Diana, “*Charla sobre las negociaciones de paz y el postconflicto*”, en:
Escuela Colombiana de Ingeniería, Bogotá, abril 17 de 2015.

VANEGAS Isidro, “*El constitucionalismo fundacional*”, Ed. Plural, Bogotá, 2012.